

# SEQUANA

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE € 51 060 304  
SIEGE SOCIAL : 8, RUE DE SEINE, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
383 491 446 RCS NANTERRE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

JUIN 2015

**Avis de convocation**

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ▪ Modalités de participation                                                                                                      | 1  |
| ▪ Ordre du jour                                                                                                                   | 3  |
| ▪ Utilisation du formulaire de vote par correspondance ou par procuration                                                         | 5  |
| ▪ Exposé sommaire de l'activité en 2014 et perspectives                                                                           | 6  |
| - <i>Activité et chiffres clés consolidés 2014</i>                                                                                | 6  |
| - <i>Activité d'Antalis et d'Arjowiggins</i>                                                                                      | 7  |
| - <i>Restructuration financière du groupe</i>                                                                                     | 8  |
| - <i>Évolution récente et perspectives d'avenir</i>                                                                               | 8  |
| ▪ Bilan, compte de résultat, capitaux propres et flux de trésorerie 2014                                                          | 10 |
| ▪ Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices                                                                    | 14 |
| ▪ Organes d'administration, de direction et de contrôle                                                                           | 15 |
| ▪ Renseignements sur les membres du conseil dont la cooptation ou le renouvellement du mandat est soumis au vote des actionnaires | 16 |
| ▪ Autorisations financières en vigueur                                                                                            | 17 |
| ▪ Rapport du conseil d'administration sur les résolutions                                                                         | 19 |
| ▪ Rapports des commissaires aux comptes                                                                                           | 28 |
| ▪ Texte des résolutions                                                                                                           | 39 |
| ▪ Demande d'envoi des documents et renseignements                                                                                 | 59 |

#### Avis de convocation

Vous êtes invités à participer à l'assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, qui se tiendra selon toute vraisemblance sur deuxième convocation<sup>(1)</sup> le **mardi 23 juin 2015 à 10 heures 30**, au centre de conférences situé **32 rue Monceau, 75008 Paris**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et le projet de résolutions ci-après reproduits.

##### ► CONDITIONS DE PARTICIPATION

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en s'y faisant représenter par toute personne physique ou morale de son choix, soit en votant par correspondance.

Conformément à l'article R. 225-85 du code de commerce, seront admis à participer à l'assemblée les actionnaires qui auront justifié de leur qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au 2<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée (J - 2), soit le vendredi 19 juin 2015 à zéro heure, heure de Paris, pour l'assemblée réunie le 23 juin 2015.

##### ■ Actionnaires inscrits au nominatif :

Pour les actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif, l'inscription en compte à J - 2 suffit pour leur permettre de participer à l'assemblée. Toutefois, afin de faciliter l'accès des actionnaires à l'assemblée générale, il leur est recommandé de se munir, préalablement à la réunion, d'une carte d'admission qu'ils pourront obtenir auprès de BNP Paribas Securities Services à l'adresse mentionnée ci-après. À défaut de carte d'admission, ils pourront se présenter le jour de l'assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet, munis d'une pièce d'identité.

##### ■ Actionnaires au porteur :

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur doivent demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres qu'une carte d'admission leur soit adressée. Les intermédiaires habilités qui tiennent les comptes de titres au porteur justifieront directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients auprès du centralisateur de l'assemblée (BNP Paribas Securities Services) par la production d'une attestation de participation, qu'ils annexent au formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration ou de demande de carte d'admission, établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Si un actionnaire au porteur souhaite participer physiquement à l'assemblée et n'a pas reçu sa carte d'admission à J - 2, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à cette date pour être admis à l'assemblée.

##### ► VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'assemblée, à un autre actionnaire, à leur conjoint ou leur partenaire pacsé ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues par l'article L. 225-106 I du code de commerce, pourront utiliser le formulaire de vote par correspondance ou par procuration prévu à cet effet.

Les actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif devront renvoyer au service des assemblées de BNP Paribas Securities Services, à l'adresse mentionnée ci-après, le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui leur sera adressé avec la convocation.

Les actionnaires dont les titres sont inscrits au porteur devront demander ce formulaire, à compter de la date de convocation à l'assemblée, auprès de l'intermédiaire qui assure la gestion de leur compte titres. Toute demande de formulaire devra, pour être honorée, avoir été reçue au siège de la société ou au service des assemblées de BNP Paribas Securities Services, à l'adresse mentionnée ci-dessous, six jours au moins avant la date de la réunion. Ce formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être retourné au service des assemblées de BNP Paribas Securities Services, accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier.

<sup>(1)</sup> Conformément aux dispositions légales, cette assemblée est convoquée sur première convocation pour le mardi 9 juin 2015, à 9 h 30 au siège social de la société (8 rue de Seine – 92100 Boulogne Billancourt). Toutefois, cette assemblée ne devrait pas pouvoir valablement délibérer à cette date, faute de quorum, et sera donc à nouveau convoquée pour le 23 juin 2015.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par BNP Paribas Securities Services (Service des assemblées) à l'adresse mentionnée ci-dessous ou par la société, au plus tard à 15 heures la veille de l'assemblée.

Sauf instruction contraire, les formulaires de vote par correspondance qui seraient reçus pour l'assemblée générale du 9 juin 2015 (réunie sur 1<sup>ère</sup> convocation) resteront valables pour l'assemblée générale du 23 juin 2015 (réunie sur 2<sup>ème</sup> convocation).

Il est rappelé que, conformément à l'article R. 225-85 du code de commerce, tout actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant si le transfert de propriété intervient avant le 2<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, ou la carte d'admission. Aucune cession, ni aucune autre opération réalisée après le 2<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

#### ► NOTIFICATION DE LA DESIGNATION ET DE LA REVOCATION D'UN MANDATAIRE PAR VOIE ELECTRONIQUE

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

Les actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif pur devront envoyer un email à l'adresse suivante : [paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com](mailto:paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com). Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'assemblée, nom, prénom, adresse et numéro de compte courant nominatif du mandant, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire.

Les actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif administré ou au porteur devront envoyer un email à l'adresse suivante : [paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com](mailto:paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com). Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'assemblée, nom, prénom, adresse, références bancaires (RIB) du mandant ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire. En outre, les actionnaires devront obligatoirement demander à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite au service assemblées de BNP Paribas Securities Services, à l'adresse mentionnée ci-dessous.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que pour que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 heures (heure de Paris).

#### ► VOTE PAR INTERNET

La participation et le vote par visioconférence ou par un moyen de télécommunication n'ont pas été retenus pour la réunion de cette assemblée. Aucun site visé à l'article R. 225-61 du code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

#### ► INFORMATIONS GENERALES

L'avis préalable prescrit par l'article R. 225-73 du code de commerce, accessible sur le site Internet de la société, a été publié dans le *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* du 4 mai 2015.

En complément des informations ci-après, les actionnaires peuvent avoir accès, sur le site Internet de la société ([www.sequana.com](http://www.sequana.com)) au document de référence déposé à l'AMF le 30 avril 2015 sous le numéro D.15-0462 (également accessible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)), à toute information relative aux membres du conseil d'administration et le cas échéant, à toute information complémentaire portant sur l'ordre du jour de cette assemblée.

#### ► ADRESSE DE BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES A LAQUELLE DOIVENT ETRE ENVOYES LES DEMANDES ET FORMULAIRES DE VOTE

Toute correspondance doit être adressée à : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Émetteurs Service Assemblées Générales, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93761 Pantin cedex.

## ORDRE DU JOUR

- Rapport de gestion du conseil d'administration et rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels sociaux et consolidés de Sequana de l'exercice clos le 31 décembre 2014
- Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés, sur l'autorisation à donner au conseil pour réduire le capital social et sur les différentes délégations ou autorisations à donner au conseil d'administration en matière d'émission de valeurs mobilières et d'attribution gratuite d'actions

### ▪ **Du ressort de l'assemblée générale ordinaire**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014
3. Résultat de l'exercice – affectation
4. Approbation de conventions réglementées relatives à des protocoles entre actionnaires
5. Approbation de conventions réglementées relatives au refinancement du groupe
6. Approbation d'un engagement réglementé pris en faveur de M. Pascal Lebard
7. Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Pascal Lebard
8. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Jean-Yves Durance
9. Renouvellement du mandat de censeur de M. Eric Lefebvre
10. Ratification de la cooptation de Mme Christine Bénard en qualité d'administrateur
11. Autorisation au conseil d'administration en vue de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions

### ▪ **Du ressort de l'assemblée générale extraordinaire**

12. Autorisation au conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la société par annulation d'actions auto-détenues
13. Modification des articles 20 et 16 des statuts relatifs à la participation des actionnaires aux assemblées générales et aux pouvoirs du conseil d'administration
14. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce
15. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce, avec possibilité de conférer un délai de priorité
16. Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission, avec ou sans droit préférentiel de souscription, en application des 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée
17. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission par la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par l'article L. 228-93 du code de commerce en conséquence de l'émission par une société liée de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société
18. Autorisation au conseil d'administration à l'effet de fixer le prix d'émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières émises avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (y compris par voie d'offre visée à l'article L. 411-2 II du code monétaire et financier) dans la limite de 10 % du capital social par an
19. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce pour rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'opération assimilée
20. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces
21. Limitation globale des autorisations et délégations de compétence
22. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfice ou autres

23. Modifications des conditions du remboursement (ratio de remboursement et date d'échéance) des ORNANE de Sequana (obligations remboursables, à l'option de Sequana, en numéraire ou en actions nouvelles et/ou existantes de Sequana)
24. Modifications des conditions du remboursement (ratio de remboursement et date d'échéance) des ORA de Sequana (obligations remboursables en actions de Sequana)
25. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise conformément aux dispositions du code de commerce et des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail
26. Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée à une catégorie de bénéficiaires, les salariés de filiales étrangères du groupe Sequana, soit directement, soit en leur qualité d'adhérents à un plan d'épargne groupe, et à l'effet de mettre en place tout mécanisme équivalent
27. Autorisation au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la société, existantes ou à émettre, aux salariés et dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du groupe
28. Pouvoirs pour l'exécution des formalités

## Formulaire de vote par correspondance ou par procuration (document unique) Mode d'emploi

- Si vous entendez assister personnellement à l'assemblée, nous vous recommandons de cocher la **case A** du formulaire, de le dater et de le signer dans le cadre prévu en bas à cet effet.
- Si vous entendez être représenté par le Président, il vous suffira de cocher la **case « Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale »** dans le **cadre 3** du formulaire, de le dater et de le signer dans le cadre prévu en bas à cet effet.
- Si vous entendez être représenté par un autre mandataire, il vous suffira de cocher la **case « Je donne pouvoir à »** et de donner toutes indications d'identité à son sujet dans le **cadre 4**, de dater le formulaire et de le signer dans le cadre prévu en bas à cet effet.
- Le vote par correspondance s'effectue également en utilisant ce formulaire dûment daté et signé, après avoir coché la **case « Je vote par correspondance »** dans le **cadre 2** et complété celui-ci selon votre choix :
  - voter «Pour/Oui» les résolutions présentées à l'assemblée par le conseil, en cochant uniquement la case du cadre 2 ;
  - voter «Contre/Non» ou vous «Absténir» sur une ou plusieurs résolutions, en noircissant les cases correspondantes ;
  - voter sur les projets éventuels de résolutions non agréés par le conseil, en noircissant les cases correspondant à votre choix.

Vous avez également la possibilité de vous exprimer pour le cas où des amendements ou résolutions nouvelles seraient présentés en assemblée en complétant le **cadre 2 Bis** selon votre choix :

- donner pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en votre nom,
- vous abstenir (l'abstention équivaut à un vote contre),
- donner procuration pour voter en votre nom, en précisant le nom du mandataire.

Si vos titres sont inscrits au nominatif, le formulaire est à retourner à BNP Paribas Securities Services, CTS Emetteurs, Service Assemblées Générales, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93761 Pantin cedex.

Si vos titres sont inscrits au porteur, le formulaire est à transmettre à votre établissement teneur de compte qui se chargera de l'envoyer à BNP Paribas Securities Services (vous pouvez toutefois l'adresser vous-même à BNP Paribas Securities Services, dûment accompagné d'une attestation de participation émise par votre teneur de compte).

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side.**

**A.** QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, NOIRCIER COMME CECI ■ LA OU LES CASES CORRESPONDANTES, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, SHADE BOX(ES) LIKE THIS ■, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM.  
**B.** Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.  
**J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.**

**SEQUANA**  
Société Anonyme au capital de 51 060 304 €  
Siège social : 8, rue de Seine - 92100 Boulogne Billancourt  
383 491 446 RCS Nanterre

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**Ordinaire et Extraordinaire**  
convoquée le 9 juin 2015 à 9 heures 30 sur première convocation  
au siège social situé au 8 rue de Seine - 92100 Boulogne Billancourt  
et le 23 juin 2015 à 10 heures 30 sur deuxième convocation  
au centre de conférences situé au 32 rue de Monceau - 75008 Paris

**CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / For Company's use only**  
Identifiant / Account  
Nombre d'actions / Number of shares  
Nominatif / Registered  
Vote simple / Single vote  
Vote double / Double vote  
Porteur / Bearer  
Nombre de voix / Number of voting rights

**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)  
Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.  
I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■, for which I vote NO or I abstain.  
Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration, je vote en noircissant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.  
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.  
Oui Non/No  
Yes Abst/Abst  
1 2 3 4 5 6 7 8 9  
10 11 12 13 14 15 16 17 18  
19 20 21 22 23 24 25 26 27  
28 29 30 31 32 33 34 35 36  
37 38 39 40 41 42 43 44 45  
A B C D E F G H J K

**JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
Cf. au verso renvoi (3)  
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING  
See reverse (3)

**JE DONNE POUVOIR A :** Cf. au verso renvoi (4)  
I HEREBY APPOINT see reverse (4)  
M., Mlle ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name  
Adresse / Address

**ATTENTION :** S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.  
**CAUTION :** If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)  
- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)  
Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :  
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest  
sur 1<sup>ère</sup> convocation / on 1st notification 5 juin 2015  
sur 2<sup>ème</sup> convocation / on 2nd notification 19 juin 2015  
à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin - 93761 PANTIN Cedex

Date & Signature

Quel que soit votre choix, n'oubliez pas de dater et signer le formulaire.

## EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE DE SEQUANA EN 2014 ET PERSPECTIVES

### ► ACTIVITE ET CHIFFRES CLES CONSOLIDES 2014

Dans une période marquée par la mise en œuvre de son plan de transformation industriel et dans un marché toujours difficile en papiers d'impression, Sequana a fait preuve en 2014 d'une bonne résistance.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève ainsi à 3 369 millions d'euros, en hausse de 1,6 % à taux de change constants par rapport à 2013 et de 1,3 % en réel. Cette hausse reflète principalement l'effet de périmètre lié à l'acquisition de l'activité distribution de papiers de bureau de Xerox qui représente environ 195 millions d'euros de chiffre d'affaires additionnel par rapport à 2013. La bonne tenue des activités de spécialité d'Arjowiggins et le développement soutenu des activités Emballage et Communication visuelle d'Antalis ont par ailleurs permis de compenser en partie la baisse des volumes en papiers d'impression et d'écriture.

L'excédent brut d'exploitation de gestion consolidé atteint 124 millions d'euros, contre 117 millions d'euros en 2013 et représente 3,7 % du chiffre d'affaires (+ 0,2 point). Sequana a bénéficié de l'effet positif de la réduction des coûts fixes, de la baisse des coûts exogènes (principalement la pâte à papier et l'énergie) et de l'amélioration du mix produit.

Le résultat opérationnel courant consolidé s'élève à 72 millions d'euros, à comparer à 49 millions d'euros au 31 décembre 2013 qui incluait des gains de 12 millions d'euros liés à des modifications de régimes de retraite. La marge opérationnelle courante représente 2,1 % du chiffre d'affaires (+ 0,6 point). Cette amélioration provient notamment de la réduction des charges d'amortissement d'Arjowiggins (11 millions d'euros) consécutive aux dépréciations comptabilisées en 2013, mais également des gains de productivité réalisés sur l'exercice en distribution comme en production.

Le résultat net consolidé – part du groupe s'élève à 117 millions d'euros, contre une perte de 301 millions d'euros en 2013.

L'endettement net consolidé au 31 décembre 2014 s'élève à 311 millions d'euros, contre 537 millions d'euros fin 2013. La diminution de 226 millions d'euros reflète l'effet positif de la restructuration financière du groupe.

Dans les comptes sociaux, le compte de résultat fait ressortir un bénéfice net de 375 millions d'euros et des capitaux propres de 1 068 millions d'euros.

#### Chiffres clés consolidés pour l'exercice 2014

| <i>En millions d'euros, sauf résultat par action</i>          | <b>2014</b> | <b>2013</b>       | <b>Variation</b> |
|---------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires                                            | 3 369       | 3 326             | + 1,3 %          |
| Excédent Brut d'Exploitation de gestion                       | 124         | 117               | + 5,6 %          |
| Marge en %                                                    | 3,7 %       | 3,5 %             | + 0,2 point      |
| Résultat opérationnel courant                                 | 72          | 49 <sup>(1)</sup> | + 47,6 %         |
| Marge en %                                                    | 2,1 %       | 1,5 %             | + 0,6 point      |
| Résultat net - part du groupe                                 | 117         | (301)             | -                |
| Résultat dilué net par action                                 | € 1,72      | € (9,76)          | -                |
| Nombre moyen d'actions retenues après dilution <sup>(2)</sup> | 67 579 672  | 30 829 134        |                  |

(1) Y inclus des gains de 12 millions d'euros liés à des modifications de régimes de retraite (7 millions d'euros sur Arjowiggins et 5 millions d'euros sur Antalis). Retraité de ces éléments, le résultat opérationnel courant est de 37 millions d'euros au lieu de 49 millions d'euros et la marge opérationnelle de 1,1 % au lieu de 1,5 %.

(2) Les nombres moyens d'actions entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 29 juillet 2014 ont été ajustés pour tenir compte des opérations en capital intervenues en 2014.

### **Antalis**

Malgré la baisse des volumes en papiers d'impression et d'écriture, Antalis a réalisé un chiffre d'affaires de 2 585 millions d'euros, en hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente (+ 2,6 % à taux de change constants). Cette progression reflète principalement l'effet de périmètre lié à l'acquisition de l'activité distribution de papiers de bureau de Xerox en Europe de l'Ouest qui a contribué à hauteur de 4,5 % à la progression du chiffre d'affaires. Elle tient également au développement soutenu des activités Emballage et Communication visuelle, en progression respectivement de 6 % et 7 %. Leur contribution à la marge brute du groupe s'élève à 32 % en 2014. Le taux de marge brute des activités papiers d'impression, malgré le recul des volumes, s'est amélioré.

L'excédent brut d'exploitation de gestion s'élève à 80 millions d'euros contre 70 millions d'euros en 2013 (+ 14,6 %). Cette hausse provient de l'amélioration du mix produit, de l'effet positif de l'intégration de l'activité distribution papiers de bureau de Xerox et de la réduction des coûts fixes liée aux restructurations notamment sur l'infrastructure logistique, permettant de compenser l'effet négatif de la baisse des volumes en papiers d'impression et d'écriture. La marge d'excédent brut d'exploitation de gestion représente 3,1 % du chiffre d'affaires (+ 0,3 point).

Le résultat opérationnel courant s'établit à 55 millions d'euros à comparer à 44 millions d'euros au 31 décembre 2013. La marge opérationnelle courante représente 2,1 % du chiffre d'affaires (+0,4 point).

Grâce à la bonne génération de cash-flow et au contrôle des besoins en fonds de roulement, Antalis a maîtrisé sa dette nette qui s'établit à 250 millions d'euros. L'augmentation de 51 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013 reflète l'accroissement d'activité lié à l'intégration de l'activité distribution de papiers de bureau de Xerox et l'impact des charges de restructuration.

### **Arjowiggins**

L'année s'est caractérisée par la poursuite de la baisse des volumes en papier couché standard et en papiers fins. Les activités de spécialité se sont en revanche bien tenues, notamment dans le segment des papiers transfert, de la ouate et de la reliure. Le développement dynamique des solutions de contrôle d'accès a permis de compenser la baisse conjoncturelle des volumes dans le segment billets au Brésil liée au déstockage pratiqué en 2014 par l'imprimerie nationale et la banque centrale. Le chiffre d'affaires s'établit à 1 020 millions d'euros, en baisse de 1,8 % par rapport à l'année précédente (-1,9 % à taux de change constants).

Arjowiggins a bénéficié sur l'exercice de l'effet positif de la baisse des coûts exogènes (pâte à papier, énergie, produits chimiques) et de l'amélioration du mix produit, permettant de compenser presque entièrement la baisse des volumes en papiers d'impression et en papiers pour billets de banque au Brésil. L'excédent brut d'exploitation de gestion s'élève ainsi à 54 millions d'euros (- 3,9 %), la marge d'excédent brut d'exploitation de gestion représentant 5,3 % du chiffre d'affaires (-0,1 point).

Le résultat opérationnel courant s'établit à 28 millions d'euros contre 15 millions d'euros en 2013, en raison notamment de l'impact plus faible des charges de dépréciation (11 millions d'euros) en 2014 qu'en 2013. La marge opérationnelle courante représente 2,7 % du chiffre d'affaires (+ 1,2 point).

Dans le cadre de la restructuration opérationnelle de ses activités papiers d'impression et d'écriture, Arjowiggins est sorti définitivement du marché du papier couché US en cédant fin décembre sa filiale américaine Appleton Coated à Virtus Holding LLC, société formée par une équipe de cadres dirigeants de l'entreprise.

Le groupe a par ailleurs poursuivi activement les processus de cession/fermeture des sites de Charavines (Isère) et de Wizernes (Pas-de-Calais). Les procédures sur le Plan de Sauvegarde de l'Emploi de l'usine de Charavines ont été finalisées en octobre 2014.

Par ailleurs, afin de renforcer sa capacité de financement, Arjowiggins a engagé au 2<sup>nd</sup> semestre 2014 un processus de cession de sa filiale brésilienne de production de papiers pour billets de banque, Arjo Wiggins Ltda, qui s'est achevé le 19 mai 2015 (cf. pages suivantes).

## ► RESTRUCTURATION FINANCIERE DU GROUPE

Dans le cadre de son plan stratégique prévoyant une restructuration majeure de ses activités industrielles, Sequana a engagé une restructuration financière passant par l'engagement de ses principaux actionnaires à financer une partie du plan de restructuration opérationnelle et une renégociation de son endettement avec les créanciers du groupe.

Les principales mesures réalisées sont les suivantes :

- la réduction significative de la ligne de crédit d'Arjowiggins (de 400 millions d'euros à 125 millions d'euros) et l'extension de la maturité à 2020 ;
- l'extension de la maturité de la ligne de crédit d'Antalis à 2018, lui procurant une flexibilité financière accrue pour poursuivre sa politique de croissance externe et la réduction de la ligne de crédit de 520 millions d'euros via la mise en place d'un programme d'affacturage à hauteur de 200 millions d'euros ;
- la réduction des lignes de crédit de Sequana (de 25 millions à 10 millions d'euros).

En contrepartie de l'abandon de créances consenti par les prêteurs, une partie de la dette d'Arjowiggins et de Sequana, soit 132 millions d'euros (dont Arjowiggins 125 millions d'euros et Sequana 7 millions d'euros), a été convertie en obligations remboursables en actions (ORNANE, ORA), librement négociables et admises au marché d'Euronext Paris. Les ORNANE donneront globalement à leurs titulaires accès à terme à 30 % du capital de Sequana et les ORA donneront globalement à leurs titulaires accès à 2,5 % du capital.

Dans le cadre de la restructuration financière et opérationnelle du groupe, Sequana a réalisé fin juillet 2014 une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription à laquelle les trois principaux actionnaires du groupe (Bpifrance Participations, Exor SA et le groupe Allianz) ont apporté leur soutien en souscrivant à l'opération à titre irréductible au prorata de leur participation au capital. Cette opération s'est élevée à un montant brut de 66,3 millions d'euros après exercice partiel de la clause d'extension. Le produit net de l'émission a été apporté à Arjowiggins via une augmentation de capital afin de lui permettre de financer son plan de transformation.

Le détail des opérations menées au titre de cette restructuration financière du groupe figure dans le document de référence de la société pour 2014 (chapitre 4, notes 1, 14 et 17), déposé le 30 avril 2015 auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et accessible sur les sites internet de la société et de l'AMF.

La restructuration globale de la dette du groupe a permis à Sequana de renforcer sa structure de bilan, de retrouver un profil de dette normalisé et de disposer du niveau de trésorerie nécessaire à la conduite des opérations.

La restructuration opérationnelle des activités papiers d'impression et d'écriture d'Arjowiggins se déroule conformément aux objectifs. A la fin de l'année 2014, Arjowiggins a ainsi cédé son activité Papiers couchés aux États-Unis à travers la société Appleton Coated à Virtus Holdings LLC. Par ailleurs, afin de renforcer ses capacités de financement, Arjowiggins, a engagé au 2<sup>nd</sup> semestre 2014 un processus de cession de sa filiale brésilienne Arjo Wiggins Ltda dont l'activité principale est la fabrication de papiers pour billets de banque et documents de sécurité. Un accord a été signé le 8 mai 2015 avec le groupe Fedrigoni pour la cession de cette filiale, pour un prix de 83,4 millions d'euros auquel pourra s'ajouter un complément de prix payable en 2016 et pouvant atteindre 5 millions d'euros en fonction des performances d'Arjo Wiggins Ltda en 2015. Cette opération a été réalisée le 19 mai 2015.

De son côté, Antalis a finalisé fin mars 2015 la mise en place d'un programme d'affacturage de 200 millions d'euros, conformément aux engagements pris en 2014.

## ► EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Sequana a publié les informations relatives au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 par communiqué de presse en date du 29 avril 2015, accessible sur son site Internet.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le chiffre d'affaires net consolidé s'élève à 820 millions d'euros, contre 868 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, en baisse de 9,6 % à taux de change constants (-5,5 % en réel). Les effets de change sont essentiellement dus à la variation du dollar et de la livre anglaise. Les ventes du groupe ont été affectées par la baisse des volumes en papiers d'impression, en particulier dans le papier couché standard, dans un contexte de pression sur les prix de vente et de l'annonce de la restructuration des activités d'Arjowiggins. Les activités de spécialité d'Arjowiggins (Solutions de contrôle d'accès, papiers pour le secteur de la Santé) ont été particulièrement dynamiques. Les activités d'Antalis en Emballage et Communication visuelle, pour leur part, ont fait preuve d'une bonne résistance.

L'excédent brut d'exploitation de gestion consolidé du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 s'établit à 36 millions d'euros, contre 35 millions d'euros à la même période de 2014. Sequana a bénéficié de l'effet positif du coût des matières premières et de l'énergie, de la maîtrise des coûts fixes et de l'amélioration du mix produit. La marge de l'excédent brut d'exploitation de gestion représente 4,4 % du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant consolidé du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 s'établit à 23 millions d'euros, à comparer à 20 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Cette amélioration provient notamment des gains de productivité réalisés au cours du trimestre, à la fois en distribution et en production.

Le résultat net consolidé – part du groupe du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 ressort en un profit de 2 millions d'euros, contre une perte de 6 millions d'euros pour la même période de l'année précédente.

La demande en papiers d'impression, qui a continué de fléchir au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, devrait rester faible dans les prochains mois.

Néanmoins, Antalis devrait bénéficier de la poursuite de la bonne tenue de ses activités non papier (Emballage, Communication visuelle) et de hausses de prix appliquées dans le segment des papiers non couchés. Par ailleurs, les difficultés du principal concurrent d'Antalis et la consolidation inévitable du marché de la distribution en Europe qui en résultera, devraient avoir un impact favorable sur l'activité d'Antalis dans certains pays, en particulier en Europe.

Arjowiggins, pour sa part, poursuit la réduction de son exposition aux papiers de commodités. Fin avril 2015, la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) a homologué le Plan de Sauvegarde de l'Emploi de l'usine de Wizernes (Pas-de-Calais). Le processus de recherche de repreneur pour les sites de Wizernes et de Charavines (Isère), qui n'a pas encore obtenu de résultats concrets, se poursuit. Sans offre de reprise viable, les usines cesseront leur production à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015. Arjowiggins devrait continuer par ailleurs de bénéficier de la poursuite de la croissance de ses activités de spécialité.

Le 29 avril 2015, Arjowiggins a annoncé qu'à la suite du rachat par le groupe Impala de la totalité des créances (125 millions d'euros) nées de son contrat de crédit bancaire renégocié au 1<sup>er</sup> semestre 2014 auprès des prêteurs ainsi que des ORNANE que ceux-ci détenaient, un accord est intervenu avec Impala pour lui céder 85 % des sociétés Arjo Systems et Arjowiggins Solutions (activités Identity and Access Control et Revenue Protection d'Arjowiggins Security) en contrepartie de l'abandon à hauteur de 110 millions d'euros de sa créance ainsi détenue sur Arjowiggins et du remboursement en numéraire du solde.

Les cessions des activités Solutions de sécurité et de l'activité papier pour billets de banque au Brésil permettront à Arjowiggins de rembourser la totalité de sa ligne de crédit syndiquée de 125 millions d'euros et de renforcer les capacités de financement du groupe.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à la prochaine assemblée des actionnaires la modification des conditions des ORNANE afin de ramener leur date d'échéance du 31 décembre 2020 au 29 juin 2015 et de modifier leur ratio de remboursement en actions. Sur la base du ratio proposé, le remboursement des ORNANE donnerait droit à 20 % du capital après remboursement à leur nouvelle échéance au lieu des 30,93 % initiaux au 31 décembre 2020.

De ce fait et si l'assemblée des actionnaires vote la résolution en ce sens qui lui est soumise, le groupe Impala pourrait être amené postérieurement à l'assemblée à recevoir 20 % du capital de Sequana après remboursement des ORA et des ORNANE. Impala s'est engagé à détenir à long terme au moins 10 % du capital, devenant ainsi le deuxième actionnaire après Bpifrance Participations (qui détiendrait 15 %).

Le conseil a également décidé de proposer à la prochaine assemblée des actionnaires la modification des conditions des ORA afin de ramener leur date d'échéance du 31 décembre 2018 au 29 juin 2015 et de modifier leur ratio de remboursement. Sur la base du ratio proposé, le remboursement des ORA donnera droit à 1,7% du capital après remboursement à leur nouvelle échéance au lieu des 2,58 % initiaux au 31 décembre 2018.

Sur la totalité de l'exercice 2015, Sequana devrait bénéficier de l'effet positif au 2<sup>nd</sup> semestre du plan de restructuration opérationnelle d'Arjowiggins, de la réduction des coûts fixes et du renforcement de la position concurrentielle d'Antalis. Les opérations ci-dessus décrites devraient devenir effectives d'ici la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015 et libérer le groupe Sequana des garanties et sûretés consenties à l'origine aux prêteurs d'Arjowiggins. Le groupe Sequana recouvre ainsi une liberté de manœuvre lui permettant d'envisager de nouvelles formes de financement et des projets de développement sur ses marchés stratégiques, notamment dans la distribution.

## Bilan consolidé

| <b>Actif (en millions d'euros)</b>                | <b>31.12.2014</b>     | <b>31.12.2013</b>     |
|---------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Actifs non courants</b>                        |                       |                       |
| Goodwill                                          | 378                   | 438                   |
| Autres immobilisations incorporelles              | 63                    | 69                    |
| Immobilisations corporelles                       | 232                   | 253                   |
| Participations dans les entreprises associées     | 2                     | 3                     |
| Actifs financiers non courants                    | 7                     | 13                    |
| Actifs d'impôts différés                          | 6                     | 10                    |
| Autres actifs non courants                        | 204                   | 103                   |
| <b>Sous-total actifs non courants</b>             | <b>892</b>            | <b>889</b>            |
| <b>Actifs courants</b>                            |                       |                       |
| Stocks et en-cours                                | 355                   | 378                   |
| Clients et comptes rattachés                      | 468                   | 506                   |
| Autres débiteurs                                  | 114                   | 124                   |
| Actifs financiers courants                        | 11                    | 10                    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie           | 183                   | 240                   |
| <b>Sous-total actifs courants</b>                 | <b>1 131</b>          | <b>1 258</b>          |
| Actifs destinés à être cédés                      | 94                    | 52                    |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                | <b>2 117</b>          | <b>2 199</b>          |
| <br><b>Passif (en millions d'euros)</b>           | <br><b>31.12.2014</b> | <br><b>31.12.2013</b> |
| <b>Capitaux propres</b>                           |                       |                       |
| Capital social                                    | 51                    | 225                   |
| Réserves liées au capital                         | 135                   | 95                    |
| Réserves de conversion                            | (72)                  | (92)                  |
| Obligations remboursables en actions              | 132                   | -                     |
| Report à nouveau et autres réserves consolidées   | 342                   | 93                    |
| <b>Capitaux propres - part du groupe</b>          | <b>588</b>            | <b>321</b>            |
| Participations ne donnant pas le contrôle         | -                     | -                     |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>                 | <b>588</b>            | <b>321</b>            |
| <b>Passifs non courants</b>                       |                       |                       |
| Provisions                                        | 163                   | 124                   |
| Emprunts et dettes financières                    | 257                   | 291                   |
| Passifs d'impôts différés                         | 13                    | 7                     |
| Autres passifs non courants                       | 18                    | 18                    |
| <b>Sous-total passifs non courants</b>            | <b>451</b>            | <b>440</b>            |
| <b>Passifs courants</b>                           |                       |                       |
| Provisions                                        | 63                    | 49                    |
| Emprunts et dettes financières                    | 242                   | 487                   |
| Fournisseurs et comptes rattachés                 | 527                   | 623                   |
| Autres créditeurs                                 | 231                   | 246                   |
| <b>Sous-total passifs courants</b>                | <b>1 063</b>          | <b>1 405</b>          |
| Passifs associés aux actifs destinés à être cédés | 15                    | 33                    |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                               | <b>2 117</b>          | <b>2 199</b>          |

## Compte de résultat consolidé

| <i>En millions d'euros</i>                           | <b>2014</b>  | <b>2013</b>  |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaires                                   | 3 369        | 3 326        |
| Achats consommés et variation des stocks             | (2 324)      | (2 299)      |
| Charges de personnel                                 | (518)        | (513)        |
| Charges externes                                     | (388)        | (384)        |
| Impôts et taxes                                      | (13)         | (13)         |
| Dotation aux amortissements                          | (50)         | (61)         |
| Dotation et reprise des provisions                   | (2)          | (7)          |
| Autres produits et charges de l'activité             | (2)          | -            |
| <b>Résultat opérationnel courant</b>                 | <b>72</b>    | <b>49</b>    |
| Autres produits opérationnels                        | 279          | 38           |
| Autres charges opérationnelles                       | (160)        | (333)        |
| <b>Autres produits et charges opérationnels</b>      | <b>(119)</b> | <b>(295)</b> |
| <b>Résultat opérationnel</b>                         | <b>191</b>   | <b>(246)</b> |
| Coût de l'endettement financier net                  | (39)         | (42)         |
| Autres produits et charges financiers                | (17)         | (10)         |
| <b>Résultat financier</b>                            | <b>(56)</b>  | <b>(52)</b>  |
| (Charge)/produit d'impôts                            | (10)         | 7            |
| Quote-part du résultat net des entreprises associées | -            | (2)          |
| <b>Résultat net des activités poursuivies</b>        | <b>125</b>   | <b>(293)</b> |
| Résultat net des activités abandonnées               | (8)          | (8)          |
| <b>RÉSULTAT NET</b>                                  | <b>117</b>   | <b>(301)</b> |
| Part attribuable aux :                               |              |              |
| - <b>Actionnaires Sequana</b>                        | <b>117</b>   | <b>(301)</b> |
| <b>Résultat net par action</b>                       |              |              |
| - Nombre d'actions moyen pondéré en circulation      | 41 851 882   | 30 829 134   |
| - Nombre d'actions retenues après dilution           | 67 579 672   | 30 829 134   |
| <b>Résultat net par action (en euros)</b>            |              |              |
| - Résultat des activités poursuivies                 | 2,97         | (9,49)       |
| - Résultat des activités abandonnées                 | (0,19)       | (0,27)       |
| - Résultat de l'ensemble consolidé                   | 2,78         | (9,76)       |
| <b>Résultat dilué net par action (en euros)</b>      |              |              |
| - Résultat des activités poursuivies                 | 1,84         | (9,49)       |
| - Résultat des activités abandonnées                 | (0,12)       | (0,27)       |
| - Résultat de l'ensemble consolidé                   | 1,72         | (9,76)       |

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

| <i>En millions d'euros</i>                                 | Nombre<br>d'actions<br>Emises | Capital<br>social | Réserves<br>liées au<br>capital | Réserves<br>de<br>conversion | Obligations<br>remboursables<br>en actions | Report à<br>nouveau<br>et autres<br>réserves<br>consolidées | Total<br>capitaux<br>propres<br>- part<br>du<br>groupe | Participa-<br>tions ne<br>donnant<br>pas le<br>contrôle | Total<br>capitaux<br>propres |
|------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------|
| <b>Capitaux propres au<br/>1<sup>er</sup> janvier 2013</b> | 25 009 372                    | 225               | 95                              | (55)                         | -                                          | 389                                                         | 654                                                    | -                                                       | 654                          |
| Résultat net                                               | -                             | -                 | -                               | -                            | -                                          | (301)                                                       | (301)                                                  | -                                                       | (301)                        |
| Augmentation de capital                                    | 1 849                         | -                 | -                               | -                            | -                                          | -                                                           | -                                                      | -                                                       | -                            |
| Autres éléments du résultat<br>global                      | -                             | -                 | -                               | (37)                         | -                                          | 5                                                           | (32)                                                   | -                                                       | (32)                         |
| <b>Capitaux propres au<br/>31 décembre 2013</b>            | 25 011 221                    | 225               | 95                              | (92)                         | -                                          | 93                                                          | 321                                                    | -                                                       | 321                          |
| Résultat net                                               | -                             | -                 | -                               | -                            | 90                                         | 27                                                          | 117                                                    | -                                                       | 117                          |
| Augmentation de capital                                    | 26 049 083                    | 26                | 40                              | -                            | -                                          | (2)                                                         | 64                                                     | -                                                       | 64                           |
| Réduction de capital                                       | -                             | (200)             | -                               | -                            | -                                          | 200                                                         | -                                                      | -                                                       | -                            |
| Emission d'obligations<br>remboursables en actions         | -                             | -                 | -                               | -                            | 42                                         | -                                                           | 42                                                     | -                                                       | 42                           |
| Autres éléments du résultat<br>global                      | -                             | -                 | -                               | 20                           | -                                          | 24                                                          | 44                                                     | -                                                       | 44                           |
| <b>Capitaux propres au<br/>31 décembre 2014</b>            | 51 060 304                    | 51                | 135                             | (72)                         | 132                                        | 342                                                         | 588                                                    | -                                                       | 588                          |

## Tableau consolidé des flux de trésorerie nette

| En millions d'euros                                                                                   | 2014         | 2013        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| <b>Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles</b>                                |              |             |
| Activités poursuivies                                                                                 |              |             |
| Résultat opérationnel                                                                                 | 191          | (246)       |
| Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :       |              |             |
| Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant) | 117          | 314         |
| Plus ou moins- values de cession                                                                      | (3)          | (7)         |
| Autres produits et charges calculés                                                                   | (268)        | (20)        |
| Impôts versés                                                                                         | (6)          | (12)        |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité                                            | (80)         | 79          |
| Intérêts financiers nets                                                                              | (40)         | (48)        |
| Variation des prêts et dépôts de garantie                                                             | 2            | 1           |
| Flux net de trésorerie opérationnel des activités poursuivies                                         | (87)         | 61          |
| Flux net de trésorerie opérationnel des activités abandonnées                                         | (15)         | (12)        |
| <b>Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles (a)</b>                            | <b>(102)</b> | <b>49</b>   |
| <b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>                                         |              |             |
| Activités poursuivies                                                                                 |              |             |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles                                           | (43)         | (45)        |
| Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles                                               | 7            | 13          |
| Cessions d'actifs financiers                                                                          | 3            | 3           |
| Incidence des variations de périmètre                                                                 | (2)          | 11          |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement des activités poursuivies                  | (35)         | (18)        |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement des activités abandonnées                  | (2)          | (2)         |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)</b>                                 | <b>(37)</b>  | <b>(20)</b> |
| <b>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement</b>                                           |              |             |
| Activités poursuivies                                                                                 |              |             |
| Augmentation (ou réduction) de capital en numéraire                                                   | 64           | -           |
| Variation nette des emprunts et dettes financières                                                    | (3)          | 24          |
| Mouvements des valeurs mobilières de placements à plus de 3 mois                                      | (4)          | 1           |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités poursuivies                    | 57           | 25          |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités abandonnées                    | 20           | 14          |
| <b>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>                                       | <b>77</b>    | <b>39</b>   |
| Incidence des variations de conversion (d)                                                            | 3            | (5)         |
| <b>VARIATION DE LA TRESORERIE (a+b+c+d)</b>                                                           | <b>(59)</b>  | <b>63</b>   |
| Trésorerie à l'ouverture                                                                              | 237          | 174         |
| Trésorerie à la clôture                                                                               | 178          | 237         |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE</b>                                                     | <b>(59)</b>  | <b>63</b>   |
| <b>Analyse de la trésorerie à la clôture</b>                                                          |              |             |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                                               | 183          | 240         |
| Concours bancaires courants et soldes bancaires créditeurs                                            | (5)          | (3)         |
| <b>Trésorerie à la clôture</b>                                                                        | <b>178</b>   | <b>237</b>  |

## Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

|                                                                                                                                             | 2014       | 2013       | 2012       | 2011       | 2010       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>I- Capital en fin d'exercice</b>                                                                                                         |            |            |            |            |            |
| Capital social (en millions d'euros)                                                                                                        | 51         | 225        | 225        | 74         | 74         |
| Nombre des actions ordinaires existantes                                                                                                    | 51 060 304 | 25 011 221 | 25 009 372 | 49 545 002 | 49 545 002 |
| <b>II- Opérations et résultat de l'exercice<br/>(en millions d'euros)</b>                                                                   |            |            |            |            |            |
| Chiffre d'affaires hors taxes <sup>(1)</sup>                                                                                                | 25         | 21         | 14         | 33         | 30         |
| Résultat avant impôt et charges calculées<br>(amortissements et provisions)                                                                 | 8          | (1)        | (15)       | 6          | (163)      |
| Impôt sur les bénéfices                                                                                                                     | -          | 6          | 3          | 2          | 3          |
| Résultat après impôt et charges calculées<br>(amortissements et provisions)                                                                 | 375        | (1 040)    | (29)       | (331)      | 272        |
| Résultat distribué                                                                                                                          | -          | -          | -          | -          | 20         |
| <b>III- Résultat par action (en euro)</b>                                                                                                   |            |            |            |            |            |
| Résultat après impôt, mais avant charges calculées<br>(amortissements et provisions)                                                        | 0,15       | 0,21       | (0,44)     | 0,15       | (3,23)     |
| Résultat après impôt et charges calculées<br>(amortissements et provisions)                                                                 | 7,33       | (41,59)    | (1,14)     | (6,67)     | 5,49       |
| Dividende net attribué à chaque action                                                                                                      | -          | -          | -          | -          | 0,40       |
| <b>IV- Personnel</b>                                                                                                                        |            |            |            |            |            |
| Effectif moyen des salariés employés pendant<br>l'exercice                                                                                  | 16         | 17         | 18         | 20         | 21         |
| Montant de la masse salariale de l'exercice<br>(en millions d'euros)                                                                        | 5          | 6          | 5          | 4          | 6          |
| Montant des sommes versées au titre des avantages<br>sociaux de l'exercice en millions d'euros (sécurité<br>sociale, œuvres sociales, etc.) | 2          | 2          | 3          | 2          | 3          |

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires correspond aux produits d'exploitation, aux revenus de portefeuille titres et autres produits financiers.

## ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

**M. Pascal Lebard**

Administrateur  
Président Directeur général  
(Mandat arrivant à échéance en 2017)

**M. Luc Argand**

Administrateur  
(Mandat arrivant à échéance en 2018)

**M. Jean-Pascal Beaufret**

Administrateur et Vice-Président  
(Mandat arrivant à échéance en 2018)

**Mme Christine Bénard**

Administrateur  
(Ratification proposée aux actionnaires  
lors de la prochaine assemblée -  
mandat arrivant à échéance en 2016)

**Mme Odile Desforges**

Administrateur  
(Mandat arrivant à échéance en 2016)

**M. Jean-Yves Durance**

(Mandat arrivant à échéance lors de la prochaine  
assemblée et dont le renouvellement pour 1 an\*  
est proposé aux actionnaires)

**Mme Marie Lloberes**

Administrateur  
(Mandat arrivant à échéance en 2017)

**M. Michel Taittinger**

Administrateur  
(Mandat arrivant à échéance en 2017)

**Bpifrance Participations**

Administrateur  
(représentée par M. Bertrand Finet)  
(Mandat arrivant à échéance en 2016)

**M. Eric Lefebvre**

Censeur  
(Mandat arrivant à échéance lors de la prochaine  
assemblée et dont le renouvellement pour 3 ans  
est proposé aux actionnaires)

### ORGANES DE CONTROLE EXTERNES

**COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
représenté par M. Stéphane Basset

Suppléant : M. Yves Nicolas

(Mandats arrivant à échéance en 2016)

**Constantin Associés**

(membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd)  
représenté par M. Jean-Paul Séguret

Suppléant : M. François-Xavier Ameye

(Mandats arrivant à échéance en 2018)

\* Conformément aux statuts de la société, le mandat de M. Durance, âgé de plus de 70 ans, n'est renouvelable que pour des périodes d'un an.

## RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DONT LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT EST SOUMIS AU VOTE DES ACTIONNAIRES

**Jean-Yves Durance**  
*Administrateur*

M. Jean-Yves Durance, de nationalité française, est âgé de 72 ans et possède 100 actions Sequana. Il a été censeur de Sequana du 9 juillet 2012 au 27 juin 2013 et il est administrateur depuis cette dernière date. Son mandat a été dernièrement renouvelé en 2014.

Il remplit les critères d'indépendance du code Afep-Medef.

**Mandats et fonctions exercés en 2014 et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**  
Président Directeur général de SIPAC  
Président du conseil d'administration de Viparis Holding  
Administrateur de Comexposium Holding  
Administrateur de Compagnie Daher  
Président de JYM Conseil SAS  
Président de l'Association des Utilisateurs de la Défense (AUDE)

Administrateur de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense (EPADESA)  
Vice-Président de la CCI de Paris – Ile de France

**Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :**  
Membre du conseil de surveillance de Quilvest Banque Privée  
Censeur de Sequana  
Président du conseil d'administration de CFCA

Diplômé de l'école Polytechnique et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, M. Durance a effectué la plus grande partie de sa carrière (1965-2001) au Crédit Lyonnais dont il a été membre du comité exécutif, dirigeant en particulier le réseau des agences. Il est devenu ensuite Président du Directoire de Marsh France, jusqu'en 2006. Il exerce actuellement plusieurs mandats sociaux dans diverses sociétés.

**Eric Lefebvre**  
*Censeur*

M. Eric Lefebvre, de nationalité française, est âgé de 47 ans et ne possède pas d'action Sequana. Il est censeur de Sequana depuis le 9 juillet 2012.

**Mandats et fonctions exercés en 2014 et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**  
Directeur d'investissement chez Bpifrance Participations  
Administrateur de FSI-PME Portefeuille  
Administrateur de Meca Dev (depuis juin 2014)  
Administrateur de CDC ECI (depuis mars 2014)

**Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :**  
Administrateur de Soprol  
Administrateur de CDC Entreprises  
Administrateur de CDC Capital Investissement  
Membre du conseil de surveillance de Société Nationale Immobilière

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux et titulaire du DESCF, M. Eric Lefebvre est entré à la Caisse des Dépôts et Consignations en 1999 où il a occupé les fonctions de Consolidateur comptable (1999-2000), de Responsable du service de la consolidation (2001), d'Adjoint au Directeur comptable du groupe Caisse des Dépôts (2002-2004) puis de Chargé de mission auprès du Directeur des participations et du développement (2004-2008). Depuis 2009, il est Directeur d'Investissement de Bpifrance Participations.

## RENSEIGNEMENTS SUR L'ADMINISTRATEUR DONT LA RATIFICATION DE LA COOPTATION EST SOUMISE AU VOTE DES ACTIONNAIRES

**Christine Bénard**  
*Administrateur*

Mme Christine Bénard, de nationalité française, est âgée de 47 ans et possède 100 actions Sequana. Elle a été cooptée administrateur de Sequana le 29 juillet 2014.

Elle remplit les critères d'indépendance du code Afep-Medef.

**Mandats et fonctions exercés en 2014 et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**  
Directeur Gérant de G-G+  
Senior advisor de Brainsonic  
Administrateur de Manageris  
Apporteur d'affaires chez Brainsonic et Manageris

**Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :**  
Directeur général de Mecaplast  
VP Stratégie et Innovation chez Alstom

Diplômée de HEC, Mme Christine Bénard a effectué l'essentiel de sa carrière dans l'industrie, pour moitié dans le conseil (Olivier Wyman) et pour moitié à des postes opérationnels de Direction générale. Elle a été VP Achats Monde de Valéo (1999-2002), Directeur général de l'activité Climatisation Europe Sud et Ouest de Valéo (2003-2006), VP Stratégie et Innovation d'Alstom (2008-2009). Elle a également dirigé l'équipementier Mecaplast (2010-2012). Elle est actuellement Directeur-gérant de G-G+, société de conseil pour Direction générale qu'elle a créée début 2014. Grâce à un partenariat avec Brainsonic, elle accompagne de grands groupes industriels dans leur stratégie et leur déploiement digital. Elle est également administrateur de Manageris.

## AUTORISATIONS FINANCIERES EN VIGUEUR

A la date de publication du présent avis de convocation, la société dispose des autorisations suivantes :

|                                                                                                                                                                                                                                             | Date                  | Montant nominal<br>maximal autorisé                                        | Date limite<br>de validité |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIERES ET / OU DE TITRES</b>                                                                                                                                                                                    |                       |                                                                            |                            |
| Délégation de compétence pour émettre, avec droit préférentiel de souscription, des actions ou des valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme au capital et/ou à l'attribution de titres de créance                               | <b>AGE 25.06.2014</b> | actions : 150 millions d'euros<br>titres de créance : 600 millions d'euros | <b>24.08.2016</b>          |
| Délégation de compétence pour émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions ou des valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme au capital, avec possibilité de conférer un délai de priorité        | <b>AGE 27.06.2013</b> | actions : 90 millions d'euros<br>titres de créance : 600 millions d'euros  | <b>26.08.2015</b>          |
| Autorisation pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des délégations visées ci-dessus                                                  | <b>AGE 25.06.2014</b> | 15 % de l'émission                                                         | <b>24.08.2016</b>          |
| Autorisation d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public et/ou par placement privé, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, à un prix fixé par le conseil d'administration | <b>AGE 27.06.2013</b> | 10 % du capital                                                            | <b>26.08.2015</b>          |
| Délégation pour émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital pour rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange                                                                               | <b>AGE 27.06.2013</b> | actions : 150 millions d'euros<br>titres de créance : 600 millions d'euros | <b>26.08.2015</b>          |
| Délégation pour émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital pour rémunérer des apports en nature consentis à la société                                                                                          | <b>AGE 27.06.2013</b> | 10 % du capital                                                            | <b>26.08.2015</b>          |
| Délégation de compétence au conseil à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres                                                                                            | <b>AGE 27.06.2013</b> | Montant global des sommes susceptibles d'être incorporées                  | <b>26.08.2015</b>          |
| <b>AUTORISATIONS EN FAVEUR DES SALARIES</b>                                                                                                                                                                                                 |                       |                                                                            |                            |
| Émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise                                                                                                     | <b>AGE 25.06.2014</b> | 2 % du capital <sup>(b)</sup>                                              | <b>24.08.2016</b>          |
| Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée aux salariés de filiales étrangères du groupe                                                                                                             | <b>AGE 25.06.2014</b> | 2 % du capital <sup>(c)</sup>                                              | <b>24.12.2015</b>          |
| Options de souscription ou d'achat d'actions                                                                                                                                                                                                | <b>AGE 27.06.2013</b> | 6 % du capital <sup>(d)</sup>                                              | <b>26.08.2016</b>          |
| Actions attribuées gratuitement                                                                                                                                                                                                             | <b>AGE 27.06.2013</b> | 6 % du capital <sup>(e)</sup>                                              | <b>26.08.2016</b>          |
| <b>RACHAT D'ACTIONS</b>                                                                                                                                                                                                                     | <b>AGO 25.06.2014</b> | 10 % du capital                                                            | <b>24.12.2015</b>          |
| <b>REDUCTION DE CAPITAL</b>                                                                                                                                                                                                                 | <b>AGE 25.06.2014</b> | 10 % du capital                                                            | <b>24.12.2015</b>          |

(a) L'assemblée générale du 25 juin 2014 a limité globalement les augmentations de capital pouvant être réalisées, en dehors de celles réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et aux salariés de filiales étrangères, à un montant maximal de 332 millions d'euros et les émissions de titres de créance à 600 millions d'euros. Cette limite ne s'applique pas à la délégation de compétence au conseil lui permettant d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres.

(b) Le nombre total d'actions et de valeurs mobilières émises en faveur de salariés de filiales étrangères s'impute sur ce plafond.

(c) Le nombre total d'actions et de valeurs mobilières émises en faveur de salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise s'impute sur ce plafond.

(d) Le nombre total des actions attribuées gratuitement s'impute sur ce plafond.

(e) Le nombre total des options de souscription ou d'achat d'actions octroyées par le conseil d'administration s'impute sur ce plafond.

(f) Autorisation expirant en tout état de cause à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2014.

En 2014, il a été fait usage des délégations de compétence ou autorisations suivantes :

- Au titre du contrat de liquidité confié à Oddo Corporate Finance, l'autorisation par laquelle l'assemblée générale du 27 juin 2013 a autorisé le conseil d'administration à opérer en Bourse sur les actions de la société pour un prix maximal d'achat de 20 euros par action a été utilisée du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 24 juin 2014 et l'autorisation par laquelle l'assemblée générale du 25 juin 2014 a autorisé le conseil d'administration à opérer en Bourse sur les actions de la société pour un prix maximal de 20 euros par action a été utilisée du 25 juin 2014 au 31 décembre 2014.
- La délégation par laquelle l'assemblée générale du 25 juin 2014 a délégué sa compétence au conseil d'administration pour émettre, avec droit préférentiel de souscription, des actions donnant accès au capital de la société dans la limite d'un montant nominal maximal de 150 000 000 euros, a été utilisée par le conseil le 25 juin 2014, lequel a décidé une augmentation de capital d'un montant nominal de 25 040 804 euros avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. En outre, la délégation par laquelle l'assemblée générale du 25 juin 2014 a délégué sa compétence au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission d'actions et ce, dans la limite de 15 % de l'émission initiale, a également été utilisée par le conseil du 25 juin 2014 qui a délégué tous pouvoirs à cet effet au Président Directeur général, lequel a décidé le 23 juillet 2014 d'exercer partiellement cette faculté d'extension, portant ainsi le nombre de titres à émettre de 25 040 804 à 26 019 500 actions.

Par ailleurs, les délégations spécifiques suivantes ont également été données au conseil et utilisées par ce dernier au cours de l'exercice 2014 :

- L'assemblée générale du 25 juin 2014 a délégué sa compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'obligations remboursables en actions (ORA) de Sequana pour un montant nominal total de 7 millions d'euros. Cette délégation a été utilisée par le conseil le 25 juin 2014.
- L'assemblée générale du 25 juin 2014 a délégué sa compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'obligations remboursables, à l'option de Sequana, en numéraire ou en actions nouvelles et/ou existantes (ORNANE) de Sequana pour un montant nominal total de 125 millions d'euros. Cette délégation a été utilisée par le conseil le 25 juin 2014.

Un certain nombre d'autorisations et de délégations de compétence arrivant prochainement à échéance, il est proposé aux actionnaires de les renouveler, en tout ou partie, selon des conditions analogues et ainsi qu'il est ci-après exposé.

## **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires relèvent du ressort de l'assemblée générale ordinaire et de celui de l'assemblée générale extraordinaire.

Les résolutions du ressort de l'assemblée générale ordinaire, telles que plus amplement décrites ci-après, relèvent des décisions usuelles votées par une assemblée générale ordinaire annuelle (notamment, approbation des comptes sociaux et consolidés, approbation des conventions réglementées, renouvellements de mandats, ratification d'une cooptation, avis consultatif sur la rémunération du Président et du Directeur général, autorisation d'un programme de rachat d'actions).

Les résolutions du ressort de l'assemblée générale extraordinaire (à l'exception de l'autorisation usuelle de réduction de capital par annulation des actions rachetées, des modifications statutaires proposées à la 13<sup>ème</sup> résolution et des modifications des conditions de remboursement des ORNANE et des ORA Sequana proposées aux 23<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> résolutions) visent à permettre l'émission de nouveaux titres de capital de Sequana.

### ➤ **Résolutions relevant de la compétence d'une assemblée générale ordinaire**

- Par le vote de la 1<sup>ère</sup> résolution, il est proposé aux actionnaires d'approuver les comptes sociaux de Sequana arrêtés au 31 décembre 2014, qui se traduisent par un bénéfice de 374 705 417,92 euros, ainsi que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts.
- La 2<sup>ème</sup> résolution concerne l'approbation des comptes consolidés de Sequana au 31 décembre 2014 qui font ressortir un bénéfice net de 117 millions d'euros.
- La 3<sup>ème</sup> résolution se rapporte à l'affectation du résultat. Il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice en totalité sur le report à nouveau (qui s'élèverait donc, après affectation, à 374 598 617 euros) et de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2014.
- Par le vote de la 4<sup>ème</sup> résolution, il est proposé aux actionnaires d'approuver les conventions réglementées conclues par la société au cours de l'exercice 2014 dans le cadre de protocoles conclus entre actionnaires.
  - ✓ Le 10 avril 2014, un accord de principe a été conclu entre Sequana et ses Principaux Actionnaires (cf. infra), à savoir Bpifrance Participations, Exor SA et plusieurs sociétés du groupe Allianz, ses filiales Arjowiggins et Antalis International ainsi que les banques prêteuses respectivement de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International, visant à définir les conditions d'une restructuration financière des crédits consentis aux sociétés du groupe afin de disposer des moyens nécessaires au déploiement d'un plan stratégique d'envergure. Cet accord prévoyait notamment le lancement d'une augmentation de capital garantie par lesdits Principaux Actionnaires. Bpifrance Participations et Exor SA détenant chacune plus de 10 % du capital de Sequana, Allianz France, Allianz Vie et Allianz IARD détenant également ensemble plus de 10 % du capital de Sequana (les «Principaux Actionnaires»), et Sequana détenant l'intégralité du capital d'Arjowiggins et d'Antalis International, ce protocole constitue une convention réglementée au sens de l'article L. 225-38 du code de commerce.
  - ✓ En outre, afin de formaliser les engagements qui avaient été pris le 10 avril 2014 aux termes du protocole d'accord ci-dessus visé, différents protocoles de conciliation ont été signés le 5 juin 2014 par Sequana, Arjowiggins et Antalis International, leurs banques prêteuses respectives ainsi que les Principaux Actionnaires pour ce qui concerne le protocole de conciliation relatif à l'endettement de Sequana. Ces protocoles ont été homologués le 27 juin 2014. L'augmentation de capital de Sequana et celle d'Arjowiggins, prévues par lesdits accords, ont été réalisées respectivement les 29 et 30 juillet 2014.

La signature de l'accord de principe du 10 avril 2014 ainsi que de tout autre acte qui a pu en découler, et notamment des protocoles de conciliation du 5 juin 2014, a été préalablement autorisée par le conseil d'administration, les personnes directement ou indirectement visées par ces conventions, ou agissant pour le compte de telles personnes, s'étant abstenues de prendre part au vote.

- Par le vote de la 5<sup>ème</sup> résolution, il est proposé aux actionnaires d'approuver les conventions réglementées conclues par la société au cours de l'exercice 2014 dans le cadre des accords bancaires liés au refinancement du groupe.

Il est précisé que quand bien même ces conventions auxquelles sont parties, en dehors des banques prêteuses, Antalis International pour celle conclue le 25 juin 2014 et Arjowiggins et Sequana pour celle conclue le 26 juin 2014, ont principalement pour but de produire des effets à l'égard des banques créancières, les documents les matérialisant ont été signés par chacune de ces sociétés qui sont liées par un lien de capital tel que l'une d'entre elles détient plus de 10 % dans le capital d'une autre. Dès lors, ces conventions et engagements, qui produisent indirectement des effets en faveur de l'une ou de toutes les sociétés emprunteuses, peuvent être considérés comme des conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du code de commerce.

La signature de ces accords a en conséquence été préalablement autorisée par le conseil d'administration, les personnes directement ou indirectement visées par ces conditions, ou agissant pour le compte de telles personnes, s'étant abstenues de prendre part au vote.

- ✓ Les 25 juin 2014 (pour Antalis International) et 26 juin 2014 (pour Sequana et Arjowiggins), Sequana, Arjowiggins et Antalis International ont signé avec l'ensemble de leurs banques prêteuses respectives de nouveaux avenants aux contrats de crédit qui leur ont été consentis (contrats dernièrement modifiés en 2013 - cf. supra), visant à entériner la restructuration de l'endettement du groupe telle que prévue par les protocoles d'accord et de conciliation conclus les 10 avril et 5 juin 2014 (cf. supra). Le contrat de crédit d'Arjowiggins a ainsi été restructuré afin d'y inclure notamment la conversion de 125 millions d'euros en obligations remboursables en numéraire et/ou en actions nouvelles ou existantes donnant accès à maturité, en décembre 2020, à 30 % du capital de Sequana sur une base diluée et un abandon de créances de 155 millions d'euros. Le maintien du contrat de crédit d'Antalis a notamment été subordonné à la mise en place d'un programme d'affacturage de créances de 200 millions d'euros et les lignes de crédit de Sequana ont été modifiées afin d'y inclure la conversion de 7 millions d'euros en obligations remboursables en actions Sequana donnant accès à maturité, en 2018, à 2,5 % du capital de Sequana sur une base diluée et un abandon de créances de 9 millions d'euros.
  - Par le vote de la 6<sup>ème</sup> résolution, il est proposé aux actionnaires d'approuver la convention réglementée que constitue la décision du conseil d'administration prise le 28 avril 2014 de définir, conformément à l'article L. 225-42-1 du code de commerce les éléments de rémunération, indemnités et avantages susceptibles d'être dus à M. Pascal Lebard à raison de la cessation ou du changement de ses fonctions en tant que Président et Directeur Général de Sequana. Cette indemnité sera égale à 1,5 fois la rémunération annuelle dite de référence de M. Lebard et sa détermination par le conseil au moment de la cessation de ses fonctions sera subordonnée à une condition de performance liée aux conditions de performance ayant servi pour la détermination de la partie variable payée à M. Lebard au cours des deux dernières années précédant la cessation de ses fonctions. En effet, la rémunération annuelle de référence sera égale à la somme de la dernière rémunération annuelle fixe et de la dernière rémunération variable cible décidées par le conseil étant précisé qu'à cette dernière sera appliqué le pourcentage moyen des rémunérations variables annuelles effectivement versées au cours des deux années précédant la cessation des fonctions par rapport à la rémunération variable cible servant au calcul de la rémunération variable.
- Cette indemnité ne sera pas due si M. Lebard quitte la société à son initiative, si la cessation de ses fonctions est motivée par une faute grave ou lourde (telle que cette qualification est définie par la jurisprudence), s'il n'est plus dirigeant mandataire social à la date de son départ ou s'il peut, lors de son départ, faire valoir ses droits à la retraite à brève échéance. Ces conditions respectent en tous points les recommandations du code Afep-Medef tel que révisé en juin 2013, code auquel Sequana se réfère en application de l'article L. 225-37 du code de commerce. Il n'est pas prévu d'autres avantages en faveur de M. Lebard.
- En outre, conformément aux recommandations du code Afep-Medef, est soumis à l'avis consultatif des actionnaires l'ensemble des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos à chaque dirigeant mandataire social de la société. La 7<sup>ème</sup> résolution concerne donc les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Pascal Lebard, dont les rémunérations sont détaillées dans le document de référence 2014, chapitre 2, § «rémunérations».

- ✓ M. Pascal Lebard assure la fonction de Président et Directeur général de la société.

En sa qualité de Directeur général, M. Lebard a perçu au titre de 2014 une rémunération fixe brute de 900 000 euros, montant de sa rémunération brute annuelle qui n'a pas évolué depuis 2010. La rémunération variable de M. Lebard, qui peut atteindre 100 % de sa rémunération fixe, dépend de la réalisation de certains objectifs de performance prédéfinis. Le niveau de réalisation des critères quantitatifs ainsi définis pour 2014 a été établi de manière précise, mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

Au cours de la réunion du conseil d'administration du 9 avril 2015, le conseil d'administration, suivant la recommandation du comité des nominations et des rémunérations, constatant la réalisation du plan de transformation du groupe telle que prévue pour 2014, a décidé de fixer la rémunération variable de M. Lebard au titre de l'année 2014 à 100 % du montant de sa rémunération fixe, soit 900 000 euros, cette somme étant acquise aux 2/3 de son montant (soit 600 000 euros) sans condition et le paiement du solde (soit 300 000 euros) étant subordonné à la cession de la société brésilienne Arjo Wiggins Ltda, filiale d'Arjowiggins Security avant le 30 juin 2015.

Au titre de sa fonction de Président du conseil d'administration, M. Lebard ne perçoit pas de rémunération spécifique, ni de jeton de présence autre que celui lié à son mandat d'administrateur. A ce titre, il lui a été versé au titre de 2014 un montant brut total de 44 552 euros de jetons de présence.

En outre, M. Lebard ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle et d'aucun avantage en nature. Aucune rémunération exceptionnelle ne lui est due et ne lui a été attribuée au titre de l'exercice 2014. Aucune option de souscription ou d'achat d'actions, action de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme ne lui est dû et ne lui a été attribué au titre de l'exercice 2014. Il ne bénéficie pas non plus d'indemnité de non concurrence et aucun régime de retraite supplémentaire n'a été mis en place en sa faveur. Enfin, l'indemnité de départ susceptible de lui être versée lors de la cessation de ses fonctions fait l'objet de la 6<sup>ème</sup> résolution et ses modalités sont détaillées ci-dessus.

➤ Les 8<sup>ème</sup> à 10<sup>ème</sup> résolutions, sont relatives à la composition du conseil d'administration et aux mandats des membres qui le composent.

- ✓ 8<sup>ème</sup> résolution - Le conseil d'administration, suivant la recommandation du comité des nominations et des rémunérations, propose le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Jean-Yves Durance. Conformément aux dispositions statutaires de Sequana prévoyant un mandat maximal d'une année pour les administrateurs âgés de plus de 70 ans, le renouvellement de son mandat est proposé pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

M. Durance, de nationalité française, est diplômé de Polytechnique et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il a effectué la plus grande partie de sa carrière au Crédit Lyonnais dont il a été membre du comité exécutif avant d'assurer la fonction de Président du Directoire de Marsh France jusqu'en 2006. Il a tout d'abord été nommé censeur de Sequana en 2012, puis administrateur le 27 juin 2013. Depuis cette date, il est également Président du comité des nominations et des rémunérations de la société. Il est considéré comme administrateur indépendant au regard des règles de gouvernement d'entreprise du code Afep-Medef.

- ✓ 9<sup>ème</sup> résolution - Le conseil d'administration, suivant la recommandation du comité des nominations et des rémunérations, propose le renouvellement du mandat de censeur de M. Eric Lefebvre pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

M. Lefebvre, de nationalité française, est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux et titulaire du DESCF. Entré à la Caisse des Dépôts en 1999, il a occupé des fonctions de Consolideur comptable, Responsable de la consolidation, Adjoint du Directeur comptable puis Chargé de mission auprès du Directeur des participations et du développement. Depuis 2009, il est Directeur d'investissement de Bpifrance Participations. Il a été nommé censeur de Sequana en 2012. En cette qualité, il assiste aux réunions du conseil d'administration mais ne prend part aux délibérations du conseil qu'avec voix consultative. Il n'est investi d'aucune mission particulière en dehors de celles dévolues par la loi ou les statuts de la société. Il n'est membre d'aucun comité mais assiste en qualité d'invité aux réunions du comité des comptes.

- ✓ 10<sup>ème</sup> résolution - Le conseil d'administration propose la ratification de la cooptation de Mme Christine Bénard en qualité d'administrateur.

Mme Bénard, de nationalité française, est diplômée de HEC. Elle a effectué l'essentiel de sa carrière dans l'industrie, pour moitié dans le conseil et pour moitié à des postes opérationnels de Direction générale, chez Valéo, Alstom et Mecaplast. Elle est actuellement Directeur-gérant d'une société de conseil qu'elle a créée en 2014. Elle a été cooptée en qualité d'administrateur par le conseil d'administration du 29 juillet 2014, en remplacement de M. Pierre Martinet, démissionnaire, et pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Les profils ainsi que les mandats et fonctions exercés en 2014 et au cours des cinq derniers exercices par les personnes visées ci-dessus figurent en page 16 du présent avis.

- ▶ La 11<sup>ème</sup> résolution concerne le renouvellement pour une période de 18 mois de l'autorisation donnée à la société d'opérer en Bourse sur ses propres actions, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce, y compris en période d'offre publique. Il est proposé de fixer le prix maximal d'achat à 20 euros et de limiter l'usage de cette autorisation de telle sorte que le nombre d'actions acquises par la société ne puisse excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social et que le nombre maximal d'actions détenues après ces rachats ne puisse excéder 10 % du capital. Cette autorisation reprend les finalités sur lesquelles les actionnaires se sont déjà prononcés les années précédentes, qui ont pour but de donner à la société la flexibilité nécessaire pour lui permettre de réagir aux variations des marchés financiers à travers le contrat de liquidité qu'elle a mis en place et de remplir, le cas échéant, ses obligations vis-à-vis des bénéficiaires d'actions gratuites ou de toute autre forme d'allocation d'actions. Les autres objectifs sont décrits dans le texte de la résolution. L'usage par la société de la précédente autorisation en date du 25 juin 2014 est décrit au chapitre 5 du document de référence 2014, en page 208.

➤ **Résolutions relevant de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire**

- ▶ La 12<sup>ème</sup> résolution a pour objet d'autoriser le conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 18 mois, à annuler, sur ses seules décisions, les actions de la société détenues par elle dans le cadre des plans de rachat d'actions sans que les réductions de capital correspondantes puissent excéder, sur une période de 24 mois, 10 % du capital social. Il n'a pas été fait usage de la précédente autorisation consentie le 25 juin 2014.
- ▶ La 13<sup>ème</sup> résolution a pour objet de modifier les articles 20 et 16 des statuts de la société relatifs à la participation des actionnaires aux assemblées générales et aux pouvoirs du conseil.
 
  - ✓ La modification de l'article 20, et plus précisément de ses alinéas 6 et 10, vise à harmoniser le texte de cet article avec les nouvelles dispositions de l'article R. 225-85 du code de commerce issues du décret n° 2014-1466 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et notamment l'introduction de l'inscription en compte des titres non plus le 3<sup>ème</sup> jour ouvré mais le 2<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée donnant le droit aux actionnaires de participer aux assemblées générales.
  - ✓ La modification de l'article 16 vise à simplifier la rédaction de la liste des pouvoirs du conseil nécessitant un vote à la majorité des deux tiers des voix et à clarifier, entre les différentes compétences du conseil d'administration, les pouvoirs qui lui sont accordés afin d'éviter toute ambiguïté qui pourrait apparaître à la lecture du 2<sup>ème</sup> alinéa de cet article. Un tableau comparatif des rédactions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 16 des statuts figure à la fin du rapport du conseil, page 26, et présente les modifications proposées à l'assemblée des actionnaires.
- ▶ La plupart des autorisations et délégations données par l'assemblée générale des 27 juin 2013 et 25 juin 2014 au conseil pour réaliser des opérations financières arrivant à échéance, il est proposé d'en demander le renouvellement dans des conditions analogues. Les principales caractéristiques de ces valeurs mobilières ainsi que les conditions dans lesquelles elles pourraient, le cas échéant, donner droit à une quote-part du capital de la société ne seront donc déterminées qu'à la date de la décision d'émission et, conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, un rapport complémentaire sera établi le moment venu décrivant les conditions définitives des opérations envisagées. Ce rapport sera mis à la disposition des actionnaires dans les quinze jours suivant la décision d'émission du conseil d'administration et porté à la connaissance de l'assemblée générale des actionnaires lors de la plus prochaine réunion suivant la date à laquelle le conseil d'administration, ou la personne agissant sur sa délégation, aura décidé d'une émission.
- ▶ La 14<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil, pour une nouvelle durée de 26 mois, la compétence pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une autre société, ou à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation serait fixé à 100 millions d'euros et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances serait fixé à 600 millions d'euros. Il est prévu que le conseil d'administration ne puisse faire usage de cette délégation en cas d'offre publique visant les titres de la société. Le conseil d'administration a fait usage le 25 juin 2014 de la précédente délégation qui lui avait été consentie à la même date, afin de décider l'augmentation de capital d'un montant nominal de 25 040 804 euros qui a été réalisée le 23 juillet 2014 (à hauteur de 26 019 500 euros après usage de la faculté d'extension) et dont les modalités figurent dans le document de référence 2014.

- La 15<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil, pour une nouvelle durée de 26 mois, la compétence pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une autre société, ou à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation serait fixé à 80 millions d'euros et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances serait fixé à 600 millions d'euros. Le prix d'émission des titres de capital serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés lors des trois dernières séances de Bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. Il est prévu que le conseil d'administration ne puisse faire usage de cette délégation en cas d'offre publique visant les titres de la société.
- La 16<sup>ème</sup> résolution vise à autoriser le conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en cas de demandes excédentaires lors d'opérations d'augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées par le conseil d'administration en application des 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolution ci-dessus, à augmenter le nombre de titres à émettre (au même prix que celui retenu pour l'émission initiale), l'exercice de cette clause d'extension devant également s'inscrire dans la limite des plafonds prévus par la 21<sup>ème</sup> résolution. A ce jour, cette faculté est ouverte dans les 30 jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale.
- La 17<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, ou à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription en conséquence de l'émission par une société liée (toute société dont la société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital et toute société qui possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital de la société) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation serait fixé à 80 millions d'euros et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances serait fixé à 600 millions d'euros. Compte tenu des règles actuellement en vigueur, le prix d'émission des titres de capital serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés lors des trois dernières séances de Bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.
- La 18<sup>ème</sup> résolution vise à autoriser, pour une nouvelle durée de 26 mois, le conseil d'administration, pour les émissions d'actions ou de valeurs mobilières réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription, à fixer librement, le prix d'émission par référence soit à la moyenne des cours constatés sur une période maximale de six mois précédant l'émission, soit au cours moyen pondéré du jour précédant l'émission avec une décote maximal de 20 %. Cette faculté offerte au conseil permettrait de se libérer, le cas échéant, des modalités de détermination de prix fixées par l'article L. 225-136 du code de commerce et le décret du 10 février 2005. Elle est limitée à 10 % du capital social de la société par an.
- La 19<sup>ème</sup> résolution vise déléguer au conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 26 mois, l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une autre société en vue de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange réalisée en France ou d'opération ayant le même effet réalisée à l'étranger selon les règles locales sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du code de commerce. Toute émission dans ce cadre nécessiterait l'intervention d'un commissaire aux apports. Le montant nominal maximal des augmentations de capital qui pourraient être ainsi décidées s'élèverait à 100 millions d'euros et celui des émissions de titres de créance à 600 millions d'euros. Il est prévu que le conseil d'administration ne puisse faire usage de cette délégation en cas d'offre publique visant les titres de la société.
- La 20<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 26 mois, la compétence pour décider une augmentation de capital afin de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du code de commerce ne sont pas applicables. Cette faculté, qui serait offerte au conseil d'administration, serait limitée à 10 % du capital social de Sequana. Il est prévu que le conseil d'administration ne puisse faire usage de cette délégation en cas d'offre publique visant les titres de la société.
- La 21<sup>ème</sup> résolution est destinée à limiter le montant nominal de toutes les émissions, avec ou sans droit préférentiel de souscription, décidées par le conseil d'administration en vertu des délégations ou autorisations résultant des 14<sup>ème</sup> à 20<sup>ème</sup> résolutions ci-dessus visées, à 100 millions d'euros s'agissant d'émissions, immédiates ou à terme, d'actions et à 600 millions d'euros s'agissant d'émissions de titres de créance.

- La 22<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 26 mois, la compétence pour décider d'une augmentation de capital par incorporation au capital de toutes sommes dont la capitalisation est légalement et statutairement autorisée (bénéfices, réserves, primes ou autres). L'augmentation de capital peut résulter d'une élévation de la valeur nominale des actions et/ou de l'attribution gratuite de nouvelles actions. Il est prévu que le conseil d'administration ne puisse faire usage de cette délégation en cas d'offre publique visant les titres de la société.
- Les 23<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> résolutions sont proposées au vote des actionnaires en vue modifier les dates de remboursement et les ratios de remboursement des ORNANE et des ORA émises en juillet 2014 et régies par les dispositions de la note d'opération déposée par Sequana et ayant reçu le visa n°14-335 en date du 27 juin 2014 de l'Autorité des marchés financiers et valant contrat d'émission. Ces titres avaient été émis en juillet 2014 en faveur des banques créancières d'Arjowiggins et Sequana en compensation d'une partie des abandons de créances qu'elles ont consentis. Les créanciers d'Arjowiggins ont cédé leurs ORNANE en même temps que leur part du crédit bancaire de cette société à des tiers. A ce jour, l'intégralité des créances du crédit syndiqué d'Arjowiggins et des ORNANE est détenue par le groupe Impala et un accord, dont les modalités ont été décrites par la société dans son communiqué du 29 avril 2015, est intervenu visant notamment au remboursement de la totalité du crédit syndiqué d'Arjowiggins et au renforcement des capacités de financement du groupe. Au titre de la réduction de l'endettement du groupe, il a paru être de l'intérêt social de Sequana de proposer la modification des conditions de remboursement des ORNANE et, de la même manière des ORA émises en faveur des créanciers de Sequana, aux fins d'avancer leur date de remboursement respectivement du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2018 au 29 juin 2015 et de modifier le nombre d'actions auquel ces titres donnent droit. Cette modification permettrait ainsi à l'actionnaire de réduire la dilution potentielle résultant du remboursement des ORNANE et des ORA respectivement de 30 % et 2,5 % (sur une base diluée)<sup>(1)</sup> prévue à fin 2020 et fin 2018 en contrepartie d'une dilution immédiate réduite respectivement à 20 % et à 1,7 % du capital après remboursement (aux conditions ainsi modifiées).

Cette opération, qui a globalement pour effet de réduire sensiblement l'endettement du groupe et de lui ouvrir de nouvelles opportunités pour financer son développement selon la stratégie fixée par le conseil d'administration, permet de réduire l'effet dilutif des ORNANE et des ORA pour les actionnaires de Sequana. L'éventuelle modification des modalités de remboursement des ORNANE proposée permettrait dès à présent d'organiser l'apurement de la quasi-totalité des engagements bancaires issus de la documentation du crédit syndiqué et, donc, de donner au groupe les moyens de poursuivre son plan stratégique.

Pour pouvoir entrer en vigueur, ces résolutions doivent préalablement être également approuvées par les porteurs des ORNANE et des ORA réunis en assemblée. Le tableau ci-dessous expose les effets des modifications proposées pour l'actionnaire :

| Nombre de titres émis                                     | Ratios de remboursement <sup>(2)</sup> | Nombre d'actions à émettre | % de capital sur base diluée <sup>(1)</sup> | % de capital émis <sup>(3)</sup> | Ratios de remboursement <sup>(2)</sup> | Nombre d'actions à émettre | % de capital après remboursement | % de capital émis <sup>(3)</sup> |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------|----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|                                                           | avant modification                     |                            |                                             |                                  | après modification                     |                            |                                  |                                  |
| ORNANE (actions à émettre) (23 <sup>ème</sup> résolution) |                                        |                            |                                             |                                  |                                        |                            |                                  |                                  |
| 125 000                                                   | 189,99                                 | 23 748 750                 | 30,00%                                      | 46,51%                           | 104,26                                 | 13 036 670                 | 20,00%                           | 25,53%                           |
| ORA (actions à émettre) (24 <sup>ème</sup> résolution)    |                                        |                            |                                             |                                  |                                        |                            |                                  |                                  |
| 7 000                                                     | 282,72                                 | 1 979 040                  | 2,50%                                       | 3,88%                            | 155,20                                 | 1 086 377                  | 1,67%                            | 2,13%                            |

(1) la base diluée désigne le nombre d'actions Sequana à l'issue de l'augmentation de capital du mois de juillet 2014, soit 51 060 304 actions, augmenté du nombre d'actions nouvelles pouvant résulter du remboursement des ORNANE Sequana, du nombre d'actions nouvelles résultant du remboursement des ORA Sequana et du nombre d'actions nouvelles pouvant résulter du remboursement de la totalité des instruments qui seraient éventuellement émis en cas de conversion ultérieure d'une partie de la dette bancaire d'Arjowiggins. En effet, aux termes des accords intervenus en 2014 ayant conduit notamment à un réaménagement de ses contrats de crédit bancaire, le groupe a converti ou a introduit la possibilité de convertir une partie de sa dette bancaire en instruments pouvant être remboursés en actions Sequana. Le nombre maximum d'actions auquel ces instruments peuvent ainsi donner droit a été défini et arrêté à l'entrée en vigueur desdits accords le 30 juillet 2014, de telle sorte qu'il représente à cette date et pour chaque instrument un certain pourcentage d'une base diluée.

(2) y inclus le Ratio de Paiement des Intérêts qui sont capitalisés jusqu'à la Date de Remboursement d'origine.

(3) sur la base d'un capital de 51 060 304 euros divisé en 51 060 304 actions de 1 euro de valeur nominale.

- La 25<sup>ème</sup> résolution vise à renouveler la délégation donnée au conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 26 mois, à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, réservées aux salariés ayant adhéré à un plan d'épargne d'entreprise, dans la limite de 2 % du capital social. Le prix de souscription des actions à verser par les bénéficiaires ne pourrait être inférieur de plus de 20 % (ou 30 % lorsque la période d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du code du travail est supérieure à dix ans) à la moyenne des premiers cours cotés sur le marché d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du conseil relative à l'augmentation de capital et à l'émission d'actions correspondante.
- La 26<sup>ème</sup> résolution a pour objet de déléguer au conseil, pour une nouvelle durée de 18 mois, l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 2 % du capital, réservée aux salariés de filiales étrangères du groupe Sequana, soit directement, soit en leur qualité d'adhérents à un plan d'épargne groupe, et la mise en place de tout mécanisme équivalent. Le prix de souscription des actions à verser par les bénéficiaires ne pourrait être inférieur de plus de 20 % à la moyenne des premiers cours cotés sur le marché d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du conseil relative à l'augmentation de capital et à l'émission d'actions correspondante.
- La 27<sup>ème</sup> résolution vise l'autorisation à donner au conseil d'administration, pour une nouvelle durée de 38 mois, à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société dans une limite telle que le nombre d'actions qui pourraient ainsi être attribuées ne dépasse pas, en cumul avec les actions qui pourraient résulter de l'exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions, 6 % du capital social de la société. Il n'a pas été fait usage de la précédente autorisation consentie le 27 juin 2013. Cette autorisation emporte renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription qui seront émises en faveur des bénéficiaires d'actions gratuites qui pourront être décidés par le conseil. Il sera rendu compte chaque année des utilisations faites par le conseil des autorisations ainsi consenties.

Le nombre d'actions gratuites et d'actions qui pourraient résulter des options de souscription d'actions consenties par le conseil d'administration aux dirigeants mandataires sociaux de la société ne pourra excéder plus de 15 % des actions auxquelles donneraient droit l'ensemble des options et attributions gratuites consenties par le conseil d'administration pendant la période de validité de cette résolution et lesdites attributions aux dirigeants mandataires sociaux de la société devront être subordonnées, pour la totalité des attributions, à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le conseil d'administration déterminera.

Il est ici rappelé qu'à la date de l'assemblée, il n'existe plus aucun plan d'attribution gratuite d'actions ou plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en vigueur au sein de la société.

Les plans d'options ou d'actions gratuites qui peuvent être décidés par le conseil d'administration après avis du comité des nominations et rémunérations en faisant usage des autorisations données par l'assemblée générale des actionnaires ont pour objet de renforcer la mobilisation et de fidéliser les collaborateurs ayant un niveau de responsabilité ou d'expertise clé pour le groupe en les associant aux performances du groupe et à la création de valeur dans l'intérêt des actionnaires.

Ces plans sont toujours en nombre limité, les bénéficiaires sont choisis de manière restrictive en fonction de leur contribution au développement des activités et aux résultats du groupe. Le conseil veille à ce que pour autant l'ensemble des salariés du groupe bénéficient de mesures d'intéressement et de participation à des régimes d'épargne salariale et une politique est développée en ce sens au sein du groupe. Les plans d'options et d'actions gratuites n'ont pas lieu régulièrement mais en fonction des circonstances étant entendu que les décisions du conseil sont toujours prises de manière décorrélée par rapport à l'évolution du cours de bourse lorsqu'un prix d'exercice doit être déterminé.

Lorsque des actions gratuites sont accordées, l'attribution définitive des actions est intégralement soumise, quel que soit le bénéficiaire, à des conditions de présence et, au moins pour les dirigeants mandataires sociaux mais aussi le plus souvent pour l'ensemble des bénéficiaires, à des conditions de performance liées aux résultats futurs du groupe ou au plan d'affaires futur du groupe.

Par ailleurs, le conseil lorsqu'il décide d'allouer des droits de cette nature à un ou plusieurs dirigeants mandataires sociaux, prévoit qu'une partie significative des actions qui pourraient être ainsi acquises devra être conservée par ceux-ci jusqu'à la fin de leur mandat, conformément aux recommandations du code Afep-Medef.

- La 28<sup>ème</sup> résolution concerne les pouvoirs pour les formalités relatives à l'assemblée.

Annexe au rapport du conseil d'administration  
Modification de l'article 16 des statuts – Pouvoirs du conseil d'administration

| TEXTE ACTUEL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | TEXTE AMENDE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Approbation du plan d'affaires et du budget annuel consolidé de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International et de toute opération significative ne figurant pas dans le budget annuel consolidé ;</li> <li>▶ Tout projet d'investissement (ou création de filiales ou rapprochement ou partenariat produisant un effet équivalent) par Sequana, Arjowiggins, Antalis ou l'une de leurs filiales, sauf opération interne au groupe, d'un montant unitaire supérieur à 10 millions d'euros (décaissement ou capitaux engagés ou valeur d'entreprise) ;</li> <li>▶ Tout projet d'opération relatif à une acquisition, à une cession ou à un apport d'actifs (y compris de titres financiers) par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, sauf opération interne au groupe, d'une valeur unitaire supérieure à 20 millions d'euros (en valeur d'entreprise) ou représentant un chiffre d'affaires annuel d'un montant supérieur à 40 millions d'euros ;</li> <li>▶ Tout projet d'opération relatif à une fusion, à une scission, à un apport partiel d'actifs impliquant Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs principales filiales (les principales filiales étant les filiales directes et indirectes d'Arjowiggins et d'Antalis International dont le chiffre d'affaires annuel représente 5% ou plus du chiffre d'affaires annuel consolidé d'Arjowiggins ou d'Antalis International, selon le cas) ;</li> <li>▶ Tout projet de plan de restructuration par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales d'un montant unitaire supérieur à 10 millions d'euros ;</li> <li>▶ Toute proposition d'augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription de Sequana, d'Arjowiggins, d'Antalis International ou de l'une de leurs filiales ;</li> <li>▶ Toute opération de financement ou refinancement (y compris par voie d'émission de titres de créance ou d'octroi de cautions, avals, garanties ou sûretés de toute nature) par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, d'un montant unitaire supérieur à 50 millions d'euros ;</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Approbation du plan d'affaires et du budget annuel consolidé de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International et de toute opération significative ne figurant pas dans le budget annuel consolidé ;</li> <li>▶ Toutes dépenses d'investissement par Sequana, Arjowiggins, Antalis ou l'une de leurs filiales, nécessaires à leur fonctionnement, en dehors de toute opération de croissance externe, d'un montant unitaire supérieur à 20 millions d'euros ;</li> <li>▶ Tout projet d'opération relatif à une acquisition, à la création de filiales, à un rapprochement ou un partenariat, à une cession ou à un apport d'actifs (y compris de titres financiers) par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, sauf opération intra-groupe ou d'une valeur unitaire supérieure à 20 millions d'euros (en valeur d'entreprise) ou représentant un chiffre d'affaires annuel d'un montant supérieur à 40 millions d'euros ;</li> <li>▶ Tout projet d'opération relatif à une fusion, à une scission, à un apport partiel d'actifs impliquant Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs principales filiales (les principales filiales étant les filiales directes et indirectes d'Arjowiggins et d'Antalis International dont le chiffre d'affaires annuel représente 5% ou plus du chiffre d'affaires annuel consolidé d'Arjowiggins ou d'Antalis International, selon le cas) ;</li> <li>▶ Tout projet de plan de restructuration par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales d'un montant unitaire supérieur à 10 millions d'euros ;</li> <li>▶ Toute proposition d'émission de titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales qui aurait pour effet d'ouvrir le capital à des tiers ;</li> <li>▶ Toute opération de financement ou refinancement (y compris par voie d'émission de titres de créance ou d'octroi de cautions, avals, garanties ou sûretés de toute nature) par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, d'un montant unitaire supérieur à 50 millions d'euros ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Toute proposition de modification des statuts de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International ou de l'une de leurs principales filiales ;</li> <li>▶ Développement, mise en place d'un partenariat stratégique ou acquisition d'une société présente dans un secteur d'activités différent de ceux dans lesquels les groupes Arjowiggins et Antalis interviennent ;</li> <li>▶ Nomination ou révocation du directeur général ou des directeurs généraux délégués de Sequana et nomination ou révocation du Président ou d'un directeur général d'Arjowiggins ou d'Antalis International ;</li> <li>▶ Politique de dividende de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International ;</li> <li>▶ Toute action judiciaire ou administrative initiée par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou leurs filiales pour un montant supérieur à 5 millions d'euros ;</li> <li>▶ Conclusion par Sequana, Arjowiggins ou Antalis International de conventions avec des parties liées (actionnaires ou dirigeants) ; et</li> <li>▶ Toute mise en place de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou tout autre mécanisme s'inscrivant dans des logiques similaires.</li> </ul> <p style="text-align: center;">▲ ▲ ▲ ▲ ▲ ▲</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Toute proposition de modification des statuts de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International ou de l'une de leurs principales filiales, sauf modification résultant d'une évolution législative ou réglementaire ou modification d'ordre purement formel ;</li> <li>▶ Développement, mise en place d'un partenariat stratégique ou acquisition d'une société présente dans un secteur d'activités différent de ceux dans lesquels les groupes Arjowiggins et Antalis interviennent ;</li> <li>▶ Nomination ou révocation du directeur général ou des directeurs généraux délégués de Sequana et nomination (s'il n'est pas par ailleurs directeur général ou directeur général délégué de Sequana) ou révocation du Président ou d'un directeur général d'Arjowiggins ou d'Antalis International ;</li> <li>▶ Politique de dividende de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International ;</li> <li>▶ Toute action judiciaire ou administrative initiée par Sequana, Arjowiggins, Antalis International ou leurs filiales pour un montant supérieur à 5 millions d'euros ;</li> <li>▶ Conclusion par Sequana, Arjowiggins ou Antalis International de conventions avec des parties liées (actionnaires ou dirigeants), en dehors de celles relatives à des opérations courantes ; et</li> <li>▶ Toute mise en place de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou tout autre mécanisme s'inscrivant dans des logiques similaires donnant droit directement ou indirectement à des valeurs mobilières donnant accès au capital de Sequana.</li> </ul> <p style="text-align: center;">▲ ▲ ▲ ▲ ▲ ▲</p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014

(1<sup>ère</sup> résolution)

### **Sequana**

8 rue de Seine

92100 Boulogne-Billancourt Cedex

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sequana, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1, 15 et 17 de l'annexe qui exposent la réorganisation financière de la société et de son groupe finalisée en juillet 2014.

### **II - Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, sur la base des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur la situation financière de la société et le maintien de la convention de continuité de l'exploitation avec la description du refinancement du groupe décrit dans les notes 1, 15 et 17.

La société estime la valeur d'utilité de ses participations selon la méthodologie décrite en note 2b de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues par votre société, nous avons procédé à l'appréciation de la méthodologie retenue par la société et nous avons vérifié sa correcte application ainsi que le caractère approprié des informations fournies dans les notes 1 et 3 de l'annexe. Nos travaux ont également consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées par la société et à vérifier les calculs effectués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III - Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2015  
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

*Exercice clos le 31 décembre 2014*

*(2<sup>ème</sup> résolution)*

### **Sequana**

8 rue de Seine

92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Sequana, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1, 17 et 32 de l'annexe qui exposent la réorganisation financière du groupe finalisée en juillet 2014 et le suivi des engagements y afférents, notamment la mise en place du programme d'affacturage d'Antalis pour 200 millions en mars 2015 et la mise en vente de la société d'Arjo Wiggins Ltda qui devrait intervenir d'ici la fin du premier semestre 2015.

### **II - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, sur la base des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, nous avons vérifié que l'annexe, dans les notes 1, 17 et 32, donne une information appropriée sur la situation financière du groupe et le maintien de la convention de continuité de l'exploitation avec la description de la réorganisation financière et le suivi, dans le cadre des événements postérieurs à la clôture, des engagements y afférents.

La société a procédé à une revue de la valeur recouvrable de ses goodwill et de ses actifs corporels selon les modalités décrites dans les notes de l'annexe 2B6, 2B8 et 3. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues par la société, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié qu'une information appropriée était fournie dans les notes de l'annexe.

La note 2B3 mentionne les autres jugements et estimations significatives retenus par la direction concernant les engagements de retraite et avantages similaires, évalués par des actuaires externes et les provisions pour risques. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société et à vérifier que les notes 15 et 16 de l'annexe fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés** (4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> résolutions)

### **Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale**

#### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### **Protocole d'accord du 10 avril 2014 – Protocoles de conciliation du 5 juin 2014**

Le 10 avril 2014, un accord de principe a été conclu entre Sequana et ses principaux actionnaires, à savoir Bpifrance Participations, Exor SA et plusieurs sociétés du groupe Allianz, ses filiales Arjowiggins et Antalis International ainsi que les banques prêteuses respectivement de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International, visant à définir les conditions d'une restructuration financière des crédits consentis aux sociétés du groupe afin de disposer des moyens nécessaires au déploiement d'un plan stratégique d'envergure. Cet accord prévoyait notamment le lancement d'une augmentation de capital garantie par lesdits actionnaires principaux.

En outre, afin de formaliser les engagements qui avaient été pris le 10 avril 2014 aux termes du protocole d'accord ci-dessus visé, différents protocoles de conciliation ont été signés le 5 juin 2014 par Sequana, Arjowiggins et Antalis International, leurs banques prêteuses respectives ainsi que les principaux actionnaires pour ce qui concerne le protocole de conciliation relatif à l'endettement de Sequana. Ces protocoles ont été homologués le 27 juin 2014. L'augmentation de capital de Sequana et celle d'Arjowiggins, prévues par lesdits accords, ont été réalisées respectivement les 29 et 30 juillet 2014.

Bpifrance Participations et Exor SA détiennent chacune plus de 10% du capital de Sequana, Allianz France, Allianz Vie et Allianz IARD détiennent également ensemble plus de 10% du capital de Sequana (les «Principaux Actionnaires»). Enfin, Sequana détient l'intégralité du capital d'Arjowiggins et d'Antalis International et les trois sociétés ont pour mandataire social commun M. Pascal Lebard.

La signature de l'accord de principe du 10 avril 2014 ainsi que de tout autre acte qui a pu en découler, et notamment des protocoles de conciliation du 5 juin 2014, a été préalablement autorisée par le conseil d'administration du 9 avril 2014, les personnes directement ou indirectement visées par ces conventions, ou agissant pour le compte de telles personnes, s'étant abstenues de prendre part au vote.

#### **Avenant des 25 et 26 juin 2014 relatifs aux contrats de financement de Sequana, d'Arjowiggins et d'Antalis International**

Les 25 juin 2014 (pour Antalis International) et 26 juin 2014 (pour Sequana et Arjowiggins), Sequana, Arjowiggins et Antalis International ont signé avec l'ensemble de leurs banques prêteuses respectives de nouveaux avenants aux contrats de crédit qui leur ont été consentis (contrats dernièrement modifiés en 2013) visant à entériner la restructuration de l'endettement du groupe telle que prévue par les protocoles d'accord et de conciliation conclus les 10 avril et 5 juin 2014 (cf. supra).

Le contrat de crédit d'Arjowiggins a ainsi été restructuré afin d'y inclure notamment la conversion de 125 millions d'euros en obligations remboursables en numéraire et/ou en actions nouvelles ou existantes donnant accès à maturité, en décembre 2020, à 30% du capital de Sequana sur une base diluée et un abandon de créances de 155 millions d'euros. Le maintien du contrat de crédit d'Antalis a notamment été subordonné à la mise en place d'un programme d'affacturage de créances de 200 millions d'euros et les lignes de crédit de Sequana ont été modifiées afin d'y inclure la conversion de 7 millions d'euros en obligations remboursables en actions Sequana donnant accès à maturité, en 2018, à 2,5 % du capital de Sequana sur une base diluée et un abandon de créances de 9 millions d'euros.

Quand bien même ces conventions auxquelles sont donc parties, en dehors des banques prêteuses, Arjowiggins, Antalis International et Sequana, ont principalement pour but de produire des effets à l'égard des banques créancières, les documents les matérialisant ont été signés par chacune de ces sociétés qui sont liées par un lien de capital tel que l'une d'entre elles détient plus de 10% dans le capital d'une autre. Par ailleurs, ces trois sociétés ont pour mandataire social commun M. Pascal Lebard.

### **Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale**

#### **Convention et engagements approuvés au cours des exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Accord de refinancement du groupe du 30 avril 2012 tels que modifiés les 30 avril 2013 et 24 juillet 2013**

Le 30 avril 2012 ont été signés entre Sequana, Arjowiggins et Antalis International et les banques prêteuses de ces sociétés des accords visant à modifier les conditions des crédits qui leur étaient consentis, principalement en changeant les ratios financiers de ces financements et en modifiant leur maturité.

Les accords co-signés prévoient des sûretés et garanties complémentaires pour les banques, notamment le nantissement des titres Antalis International, le nantissement de créances sur Antalis International et de créances sur Arjowiggins, la subordination des créances de Sequana envers Arjowiggins, Antalis International ou certaines filiales.

Le 30 avril 2013 ont été signés entre Arjowiggins, Sequana et les banques prêteuses de ces sociétés des avenants aux contrats de crédit qui leur avaient été consentis respectivement en 2007 et 2012, visant à modifier les conditions de ces crédits, principalement en changeant les ratios financiers de ces financements et en modifiant leur maturité au 30 novembre 2015.

Le 24 juillet 2013 ont été signés entre Antalis International et les banques prêteuses de ces sociétés des avenants aux contrats de crédit qui leur avaient été consentis respectivement en 2007 et 2012, visant à modifier les conditions de ce crédit syndiqué, principalement en changeant les ratios financiers de ces financements et en modifiant leur maturité au 30 novembre 2015. Par ailleurs, les documents matérialisant cet accord ont été signés par Sequana.

Ces conventions et engagements produisent indirectement des effets en faveur des sociétés emprunteuses.

Arjowiggins, Antalis International et Sequana ont pour mandataire social commun M. Pascal Lebard.

Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

## **Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

(6<sup>ème</sup> résolution)

### **Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport complémentaire sur l'engagement réglementé qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration du 28 avril 2015 et dont nous avons été avisés en date du 29 avril 2015 en application de l'article L. 225-40 du code de commerce.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Engagement soumis à l'approbation de l'assemblée générale**

#### **Engagement autorisé depuis la clôture**

Nous avons été avisés de l'engagement suivant, autorisé depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration du 28 avril 2015.

#### **Engagement pris le 28 avril 2015 à l'égard de M. Pascal Lebard**

Le conseil d'administration a pris l'engagement de verser à M. Pascal Lebard en cas de cessation de ses fonctions en tant que Président et Directeur général de Sequana, une indemnité égale à 1,5 fois la rémunération annuelle dite de référence qui sera subordonnée à une condition de performance liée aux conditions de performance ayant servi pour la détermination de la partie variable payée à M. Lebard au cours des deux dernières années précédant la cessation de ses fonctions. La rémunération annuelle de référence sera égale à la somme de la dernière rémunération annuelle fixe et de la dernière rémunération variable cible décidées par le conseil étant précisé qu'à cette dernière sera appliqué le pourcentage moyen des rémunérations annuelles effectivement versées au cours des deux années précédant la cession des fonctions par rapport à la rémunération variable cible servant au calcul de la rémunération variable. Cette indemnité ne sera pas due si M. Lebard quitte la société à son initiative, si la cessation de ses fonctions est motivée par une faute grave ou lourde, s'il n'est plus dirigeant mandataire social à la date de son départ ou s'il peut, lors de son départ, faire valoir ses droits à la retraite à brève échéance.

Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

**Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital  
par annulation d'actions achetées**  
(12<sup>ème</sup> résolution)

**Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription**  
(14<sup>ème</sup> à 21<sup>ème</sup> résolutions)

**Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
  - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (14<sup>ème</sup> résolution) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit, à titre onéreux ou gratuit, à l'attribution de titres de créance ;
  - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription (15<sup>ème</sup> résolution) par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit, à titre onéreux ou gratuit, à l'attribution de titres de créance ;
  - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription (17<sup>ème</sup> résolution) d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en conséquence de l'émission de valeurs mobilières par toute société dont la société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social ou d'une société qui possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social de la société ;
  - émission, en cas d'offre publique d'échange initiée par votre société (19<sup>ème</sup> résolution) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit, à titre onéreux ou gratuit, à l'attribution de titres de créance ;
- de l'autoriser, par la 18<sup>ème</sup> résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux 17<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions, à fixer le prix d'émission, dans la limite légale annuelle de 10% du capital social ;
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, le pouvoir de fixer les modalités d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société dans la limite de 10% du capital social au moment de l'émission, ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit, à titre onéreux ou gratuit, à l'attribution de titres de créance, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés (20<sup>ème</sup> résolution).

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la 21<sup>ème</sup> résolution, excéder 100 millions d'euros, étant précisé que le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 80 millions d'euros pour chacune des 15<sup>ème</sup>, et 17<sup>ème</sup> résolutions. Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon la 21<sup>ème</sup> résolution, excéder 600 millions d'euros pour les 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 16<sup>ème</sup> résolution.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration au titre des 15<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 14<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 15<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**  
(25<sup>ème</sup> résolution)

**Sequana**  
8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 2 % du capital social au moment de chaque émission (étant entendu que le nombre d'actions qui seraient émises en vertu des 25<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> résolutions ne pourra pas dépasser 2 % du capital social, et que le nombre d'actions qui seraient émises en vertu des 25<sup>ème</sup> et 27<sup>ème</sup> résolutions ne pourra pas dépasser 6 % du capital social), réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise au sein du groupe constitué par la société et les entreprises, françaises ou étrangères liées à la société dans les conditions de l'article L.225-180 du code de commerce ou entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L. 3344-1 du code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée à une catégorie de bénéficiaires répondant à certaines caractéristiques**  
(26<sup>ème</sup> résolution)

**Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 2 % du capital social au moment de chaque émission (étant entendu que le nombre d'actions qui seraient émises en vertu des 25<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> résolutions ne pourra pas dépasser 2 % du capital social), réservée à l'une et/ou l'autre catégorie de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : (i) les salariés et mandataires sociaux des sociétés du groupe Sequana ayant leur siège social hors de France et liées à la société dans les conditions de l'article L.225-180 du code de commerce ou entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L. 3344-1 du code du travail, (ii) les OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale, d'actionnariat salarié investis en titres de la société dont les porteurs de parts ou les actionnaires seront constitués de personnes mentionnées au (i) du présent alinéa, (iii) tout établissement bancaire ou filiale d'un tel établissement intervenant à la demande de la société pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat ou d'épargne au profit des personnes mentionnées au (i) du présent alinéa, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel et/ou des dirigeants mandataires sociaux**  
(27<sup>ème</sup> résolution)

**Sequana**

8 rue de Seine  
92100 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des dirigeants mandataires sociaux et des membres du personnel salarié ou de certaines catégories du personnel salarié de la société et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions déterminées à l'article L. 225 197-2 du code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser, pour une durée de 38 mois à compter du jour de la présente assemblée, à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre, étant précisé que

- le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation et le nombre total des options de souscription ou d'achat d'actions octroyées par le conseil d'administration en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2013 ne pourra pas excéder 6 % du capital social au jour de la décision d'attribution par le conseil d'administration ;
- le nombre total des actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la société en vertu de la présente autorisation, cumulé au nombre d'actions qui pourrait résulter des options de souscription d'actions qui leur auraient été octroyées par le conseil d'administration en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2013 ne pourra représenter plus de 15 % des actions auxquelles donneraient droit l'ensemble des options et attributions gratuites consenties par le conseil d'administration pendant la période de validité de la présente délégation.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2015 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Stéphane Basset

Constantin Associés  
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd  
Jean-Paul Séguret

## TEXTE DES RESOLUTIONS

### ➤ *Du ressort de l'assemblée générale ordinaire*

#### **PREMIERE RESOLUTION**

*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport de gestion du conseil et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014, tels qu'ils ont été établis et lui sont présentés, faisant apparaître un bénéfice de 374 705 417,92 euros.

En application de l'article 223 *quater* du code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, dont le montant global s'est élevé à 39 563,76 euros au cours de l'exercice 2014 et qui, compte tenu du déficit fiscal de l'exercice, ne donnent pas lieu au paiement d'impôt.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, approuve ces comptes consolidés tels qu'ils ont été établis et lui sont présentés par le conseil d'administration.

#### **TROISIEME RESOLUTION**

*Résultat de l'exercice - Affectation*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, approuve l'affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2014 telle qu'elle lui est proposée par le conseil d'administration et décide d'affecter en totalité le bénéfice de l'exercice au report à nouveau.

En conséquence, aucun dividende ne sera distribué aux actionnaires au titre de l'exercice 2014.

Il est rappelé que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

*Approbation de conventions réglementées relatives à des protocoles entre actionnaires*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du code du commerce, approuve les protocoles en date des 10 avril et 5 juin 2014 qui y sont décrits, conclus *inter alia* entre Sequana, ses principaux actionnaires ainsi qu'Arjowiggins et Antalis International.

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

*Approbation de conventions réglementées relatives au refinancement du groupe*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du code du commerce, approuve les conventions qui y sont décrites, conclues les 25 et 26 juin 2014 entre Sequana, Arjowiggins, Antalis International et leurs banques respectives relatives au refinancement du groupe.

## **SIXIEME RESOLUTION**

*Approbation d'un engagement réglementé pris en faveur de M. Pascal Lebard*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du code de commerce, approuve l'engagement pris en faveur de M. Pascal Lebard qui y est décrit.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

*Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Pascal Lebard*

L'assemblée générale, consultée en application de la recommandation 24.3 du code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef, lequel constitue le code de référence auquel la société se réfère volontairement en application de l'article L. 225-37 du code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Pascal Lebard, Président Directeur général de la société, tels que présentés dans le document de référence 2014, chapitre 2 § « Rémunérations », ainsi que dans le rapport du conseil d'administration.

## **HUITIEME RESOLUTION**

*Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Jean-Yves Durance*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de M. Jean-Yves Durance qui arrive à échéance à l'issue de la présente assemblée et ce, pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

## **NEUVIEME RESOLUTION**

*Renouvellement du mandat de censeur de M. Eric Lefebvre*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de censeur de M. Eric Lefebvre qui arrive à échéance à l'issue de la présente assemblée et ce, pour une durée de 3 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## **DIXIEME RESOLUTION**

*Ratification de la cooptation de Mme Christine Bénard en qualité d'administrateur*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de ratifier la cooptation en qualité d'administrateur de Mme Christine Bénard décidée par le conseil d'administration du 29 juillet 2014 et ce, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, M. Pierre Martinet, démissionnaire, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

## **ONZIEME RESOLUTION**

*Autorisation au conseil d'administration en vue de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du code de commerce, à opérer en Bourse ou autrement sur les actions de la société, dans les conditions suivantes.

Le prix maximal d'achat est fixé à 20 euros par action.

Le nombre total d'actions que la société peut acquérir ne peut excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital à la date de ces rachats et le nombre maximal d'actions détenues après ces rachats ne peut excéder 10 % de ce capital.

En application de l'article R. 225-151 du code de commerce, il est indiqué que le nombre théorique maximal d'actions susceptibles d'être acquises est, en fonction du nombre d'actions existant au 31 décembre 2014 et sans tenir compte des actions déjà détenues, de 5 106 030 actions correspondant à un montant théorique maximal de 102 120 600 euros.

En cas d'opération sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, le prix indiqué ci-dessus sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et le nombre de ces titres après l'opération.

L'assemblée générale décide que les acquisitions d'actions pourront être effectuées :

- en vue de leur annulation par voie de réduction du capital dans les limites fixées par la loi, sous réserve de l'adoption de la 12<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
- dans le but de les attribuer aux salariés et mandataires sociaux du groupe (options d'achat d'actions, participation des salariés, attribution gratuite d'actions et toute autre forme d'allocation d'actions) ;
- en vue de mettre en place ou d'honorer des obligations liées à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- dans la limite de 5 % du capital, aux fins de les conserver et de les remettre en échange ou en paiement, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe initiées par la société, par voie d'offre publique ou autrement ;
- en vue d'assurer la liquidité et d'animer le marché de l'action Sequana par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- en vue de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

Les actions pourront à tout moment, dans le respect et les limites de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, de gré à gré ou autrement, par tous moyens, et notamment par transferts de blocs, par des opérations optionnelles ou par utilisation de tout produit dérivé. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres peut être de la totalité des actions acquises en application du ou des programmes de rachat successivement mis en œuvre par la société en vertu de la présente autorisation ou de celles qui l'ont précédée.

La présente autorisation est donnée pour une période maximale de 18 mois, expirant, en tout état de cause, à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Elle annule et remplace, à compter du jour de la présente assemblée, celle précédemment accordée au conseil d'administration par la 10<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale mixte du 25 juin 2014.

En vue d'assurer l'exécution de cette autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour passer tout ordre de Bourse, conclure tout accord, en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

#### ➤ **Du ressort de l'assemblée générale extraordinaire**

### **DOUZIEME RESOLUTION**

*Autorisation au conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la société par annulation d'actions auto-détenues*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

- autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L. 225-209, alinéa 7, du code de commerce, pour une durée maximale de 18 mois à compter de la présente assemblée, mais expirant en tout état de cause à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les actions de la société qu'elle détient par suite de la mise en œuvre des plans de rachats décidés par la société, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions composant le capital social (le cas échéant, tel qu'ajusté pour tenir compte des opérations effectuées sur le capital postérieurement à la date de la présente assemblée) par période de 24 mois, et réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris, à concurrence de 10 % du capital annulé, sur la réserve légale ;

- donne tous pouvoirs au conseil d'administration, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre cette autorisation, à l'effet notamment de constater la réalisation de la ou des réductions de capital, de modifier les statuts et d'accomplir toutes formalités.

La présente autorisation annule et remplace, à compter du jour de la présente assemblée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### TREIZIEME RESOLUTION

*Modification des articles 20 et 16 des statuts relatifs  
à la participation des actionnaires aux assemblées générales et aux pouvoirs du conseil*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide :

1. de modifier les alinéas 6 et 10 de l'article 20 des statuts (Assemblées générales) ainsi qu'il suit afin de les mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions de l'article R. 225-85 du code de commerce :

Alinéa 6 (nouvelle rédaction) :

« Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de son identité et de **l'inscription en compte** de ses titres dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. »

Alinéa 10 (nouvelle rédaction) :

« Tout actionnaire ayant manifesté son intention d'assister à l'assemblée générale, émis un vote par correspondance ou donné une procuration, pourra néanmoins céder tout ou partie des actions au titre desquelles il a fait connaître son intention d'assister à l'assemblée, transmis son vote ou son pouvoir, étant précisé qu'en cas de **transfert de propriété** de titres intervenant avant le **deuxième jour** ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration, le vote à distance ou la carte d'admission. »

Les autres dispositions de l'article 20 restent inchangées.

2. de modifier l'alinéa 2 de l'article 16 des statuts (Pouvoirs du conseil d'administration) afin d'en simplifier la rédaction, ainsi qu'il suit :

Alinéa 2 (nouvelle rédaction) :

« Les décisions suivantes relèveront de la compétence exclusive du conseil d'administration et nécessiteront de sa part un vote représentant au moins les deux tiers des voix des administrateurs présents ou représentés :

- l'approbation du plan d'affaires et du budget annuel consolidé de la société, d'Arjowiggins et d'Antalis International et de toute opération significative ne figurant pas dans le budget annuel consolidé ;
- toutes dépenses d'investissement, par la société, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, nécessaires à leur fonctionnement, en dehors de toute opération de croissance externe, d'un montant unitaire supérieur à 20 millions d'euros ;
- tout projet d'opération relatif à une acquisition, à la création de filiales, à un rapprochement ou un partenariat, à une cession ou un apport d'actifs (y compris de titres financiers) par la société, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, sauf s'il s'agit d'une opération intra-groupe ou d'une valeur unitaire supérieure à 20 millions d'euros (en valeur d'entreprise) ou représentant un chiffre d'affaires annuel d'un montant supérieur à 40 millions d'euros ;
- tout projet d'opération relatif à une fusion, à une scission, à un apport partiel d'actifs impliquant la société, Arjowiggins, Antalis International ou de l'une de leurs principales filiales (les principales filiales au sens du présent article sont les filiales directes et indirectes d'Arjowiggins et d'Antalis International dont le chiffre d'affaires annuel représente 5 % ou plus du chiffre d'affaires annuel consolidé d'Arjowiggins ou d'Antalis International, selon le cas) ;
- tout projet de plan de restructuration par la société, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales d'un montant unitaire supérieur à 10 millions d'euros ;
- toute proposition d'émission de titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par la société, Arjowiggins, Antalis International ou de l'une de leurs filiales, qui aurait pour effet d'ouvrir le capital à des tiers ;

- toute opération de financement ou refinancement (y compris par voie d'émission de titres de créance ou d'octroi de cautions, avals, garanties ou sûretés de toute nature) par la société, Arjowiggins, Antalis International ou l'une de leurs filiales, d'un montant unitaire supérieur à 50 millions d'euros ;
- toute proposition de modification des statuts de la société, d'Arjowiggins, d'Antalis International ou de l'une de leurs principales filiales, sauf modification résultant d'une évolution législative ou réglementaire ou modification d'ordre purement formel ;
- le développement, la mise en place d'un partenariat stratégique ou l'acquisition d'une société présente dans un secteur d'activités différent de ceux dans lesquels les groupes Arjowiggins et Antalis interviennent ;
- la nomination ou la révocation du Directeur général ou des Directeurs généraux délégués de la société et la nomination (s'il n'est pas par ailleurs Directeur général ou Directeur général délégué de Sequana) ou la révocation du Président ou d'un Directeur général d'Arjowiggins ou d'Antalis International ;
- la politique de dividende de la société, d'Arjowiggins et d'Antalis International ;
- toute action judiciaire ou administrative initiée par la société, Arjowiggins, Antalis International ou leurs filiales pour un montant supérieur à 5 millions d'euros ;
- la conclusion par la société, Arjowiggins ou Antalis International de conventions avec des parties liées (actionnaires ou dirigeants), en dehors de celles relatives à des opérations courantes ; et
- toute mise en place de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou de tout autre mécanisme s'inscrivant dans des logiques similaires donnant droit directement ou indirectement à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société. »

Les autres dispositions de l'article 16 restent inchangées.

#### **QUATORZIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions légales et notamment aux articles L. 225-127, L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-134, L. 228-91 et suivants du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 25 juin 2014 par le vote de sa 13<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, à titre onéreux ou gratuit, (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit, à titre onéreux ou gratuit, à l'attribution de titres de créance.

Toutefois, le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

3. décide de fixer comme suit le montant maximal des émissions autorisées :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 100 millions d'euros, étant précisé que ce plafond est exclusif du montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 600 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devise étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, ce montant pouvant être majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair et étant indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait, conformément à la loi, décidée ou autorisée par le conseil d'administration.

4. décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux, et que le conseil d'administration a la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible.
5. décide que, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après, ou certaines d'entre elles :
  - (i) offrir au public, sur le marché français et/ou à l'étranger et/ou sur le marché international, tout ou partie des actions ou des valeurs mobilières émises non souscrites, ou
  - (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
6. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la société pourront être réalisées par offre de souscription dans les conditions ci-dessus ou par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes et qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.
7. prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit.
8. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir ;
  - fixer le montant et les dates des émissions, le prix d'émission, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime y afférente, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ainsi que les autres modalités de leur émission ;
  - fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse ou autrement, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre, immédiatement ou à terme, en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
  - décider la suspension éventuelle de l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises pendant un délai ne pouvant pas excéder le délai maximal prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;
  - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ; et
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
9. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter du jour de la présente assemblée.

## QUINZIEME RESOLUTION

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce, avec possibilité de conférer un délai de priorité*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et notamment aux articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et suivants du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 16<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission, y compris s'il le souhaite par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, à titre onéreux ou gratuit, (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit à l'attribution, à titre onéreux ou gratuit, de titres de créance.

Il est précisé que les émissions d'actions ou de valeurs mobilières susvisées donnant accès à des actions de la société pourront notamment être effectuées en vue de réaliser une opération de croissance externe, et en particulier, l'acquisition de toute société par paiement à terme proche ou différé en actions de la société.

Toutefois, le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ou valeurs mobilières en laissant toutefois au conseil d'administration la faculté, s'il le juge opportun, de conférer aux actionnaires, pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription dont il définira les caractéristiques et ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, pendant un délai qu'il déterminera et dont la durée ne saurait être inférieure à celle prévue par la loi.
4. prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit.
5. décide de fixer comme suit le montant maximal des émissions autorisées :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 80 millions d'euros, étant précisé que ce plafond est exclusif du montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 600 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devise étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, ce montant pouvant être majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair et étant indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait, conformément à la loi, décidée ou autorisée par le conseil d'administration .
6. décide que le montant de la contrepartie revenant ou pouvant revenir à la société pour chacune des actions émises en vertu de la présente délégation sera, après prise en compte, en cas d'émission de bons de souscription ou d'attribution d'actions de la société, de la somme reçue par la société lors de la souscription de ces bons, au moins égal à la valeur minimale prévue par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, corrigée, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence entre les dates de jouissance.

7. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
- réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir ;
  - fixer le montant et les dates des émissions, le prix d'émission ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime y afférente, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, ainsi que les autres modalités de leur émission ;
  - fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse ou autrement, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
  - décider la suspension éventuelle de l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises pendant un délai ne pouvant pas excéder le délai maximal prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;
  - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.
8. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter de la présente assemblée.

#### **SEIZIEME RESOLUTION**

*Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission, avec ou sans droit préférentiel de souscription, en application des 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 25 juin 2014 par le vote de sa 14<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission réalisée avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale).
3. prend acte de ce que la limite prévue à l'article L. 225-134-I, § 1° du code de commerce sera donc augmentée dans les mêmes proportions.
4. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre cette délégation.
5. fixe la durée de validité de la présente autorisation à 26 mois à compter du jour de la présente assemblée.

## DIX-SEPTIEME RESOLUTION

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission par la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, régies par les articles L. 228-93 du code de commerce en conséquence de l'émission par une société liée de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et notamment celles des articles L. 225-129-2 et L. 228-93 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société en conséquence de l'émission de valeurs mobilières par toute société dont la société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social ou d'une société qui possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social de la société (une « société liée »).

Ces valeurs mobilières seront émises par la société liée avec l'accord du conseil d'administration de la société et pourront, conformément aux dispositions de l'article L. 228-93 du code de commerce, donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la société. Elles pourront être émises en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger.

2. autorise la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la société aux valeurs mobilières qui seraient émises par la société liée.
3. prend acte que la présente décision emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.
4. décide de fixer comme suit le montant maximal des émissions autorisées :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 80 millions d'euros, étant précisé que ce plafond est exclusif du montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 600 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devise étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, ce montant pouvant être majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair et étant indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait, conformément à la loi, décidée ou autorisée par le conseil d'administration .
5. décide que le montant de la contrepartie revenant ou pouvant revenir à la société pour chacune des actions émises en vertu de la présente délégation sera, après prise en compte, en cas d'émission de bons de souscription ou d'attribution d'actions de la société, de la somme reçue par la société lors de la souscription de ces bons, au moins égal à la valeur minimale prévue par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, corrigée, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence entre les dates de jouissance.
6. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, en accord avec le conseil d'administration ou tout autre organe de direction ou de gestion de la société liée, à l'effet notamment de :
  - réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir ;
  - fixer le montant et les dates des émissions, le prix d'émission ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime y afférente, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, ainsi que les autres modalités de leur émission ;
  - fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse ou autrement, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;

- décider la suspension éventuelle de l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises pendant un délai ne pouvant pas excéder le délai maximal prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;
  - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.
7. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter du jour de la présente assemblée.

#### **DIX-HUITIEME RESOLUTION**

*Autorisation au conseil d'administration à l'effet de fixer le prix d'émission d'actions ou de valeurs mobilières émises avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (y compris par voie d'offre visée à l'article L. 411 2 II du code monétaire et financier) dans la limite de 10 % du capital social par an*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et notamment à celles de l'article L. 225-136 1° du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 18<sup>ème</sup> résolution.
2. autorise, dans la limite de 10 % du capital social par an (à la date d'utilisation de la présente autorisation), le conseil d'administration à déroger, pour les émissions d'actions ou de valeurs mobilières réalisées en vertu des 17<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée, aux conditions de fixation de prix prévues dans cette résolution et à fixer le prix d'émission selon l'une des modalités suivantes :
  - prix d'émission égal à la moyenne des cours constatés sur une période maximale de six mois précédant l'émission,
  - prix d'émission égal au cours moyen pondéré du jour précédant l'émission avec une décote maximale de 20 %.
3. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre cette autorisation.
4. fixe la durée de validité de la présente autorisation à 26 mois à compter du jour de la présente assemblée.

## DIX-NEUVIEME RESOLUTION

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce pour rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'opération assimilée*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et notamment celles des articles L. 225-129- 2 à L. 225-129-6 et L.225-148 du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 19<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société ou d'une autre société, suivant le cas, ou (b) donnant droit à l'attribution, à titre onéreux ou gratuit, de titres de créance, ladite émission ayant pour objet de rémunérer des titres apportés à la société dans le cadre d'une offre publique comportant un échange réalisée en France ou d'une opération ayant le même effet réalisée à l'étranger selon les règles locales sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-148 du code de commerce. Toutefois, le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
3. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles donnent droit les valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation.
4. décide de fixer comme suit le montant maximal des émissions autorisées :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 100 millions d'euros, étant précisé que ce plafond est exclusif du montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation est globalement fixé à 600 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devise étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, ce montant pouvant être majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair et étant indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait, conformément à la loi, décidée ou autorisée par le conseil d'administration.
5. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir ;
  - fixer le montant et les dates des émissions, le prix d'émission ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime d'apport et celui de la soulte en espèces à verser ou à recevoir, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, ainsi que les autres modalités de leur émission, dans le cadre soit d'une offre publique d'échange, d'une offre alternative d'achat ou d'échange, soit d'une offre publique d'achat ou d'échange à titre principal assortie d'une offre publique d'échange ou d'achat à titre particulier ;
  - décider la suspension éventuelle de l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises pendant un délai ne pouvant pas excéder le délai maximal prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;

- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
- constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.

6. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter de la présente assemblée.

#### **VINGTIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et notamment celles de l'article L. 225-147 alinéa 6 du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 20<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-92 al. 1, L. 228-93 al. 1 et 3 et L. 228-94 al. 2 du code de commerce (a) donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social au moment de l'émission, ou d'une autre société suivant le cas ou (b) donnant droit à l'attribution, à titre onéreux ou gratuit, de titres de créance, ladite émission ayant pour objet de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du code de commerce ne sont pas applicables. Toutefois, le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
3. décide que le montant nominal des émissions de titres définis au paragraphe ci-dessus s'imputera sur le montant des plafonds globaux des émissions fixés à la 21<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée générale.
4. donne tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre cette délégation, à l'effet notamment de :
  - fixer la nature et le nombre des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques et les modalités de leur émission, notamment le prix et les dates d'émission ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime d'apport et celui de la soulte en espèces à verser ou à recevoir ;
  - approuver l'évaluation des apports et en constater la réalisation ;
  - imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;

- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
- constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.

5. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter de la présente assemblée.

## **VINGT ET UNIEME RESOLUTION**

### *Limitation globale des autorisations et délégations de compétence*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. annule et remplace par la présente résolution, avec effet immédiat, la 20<sup>ème</sup> résolution sur laquelle s'était prononcée l'assemblée générale en date du 25 juin 2014.
2. décide de fixer ainsi qu'il suit la limite globale des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations ou autorisations résultant des 14<sup>ème</sup> à 20<sup>ème</sup> résolutions de l'assemblée générale réunie ce jour :
  - a) le montant nominal maximal des émissions d'actions qui pourront ainsi être réalisées, que ce soit directement ou sur présentation de titres représentatifs ou non de créances, ne pourra dépasser 100 millions d'euros, étant précisé (i) que ce plafond est exclusif du montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et (ii) que cette limite ne s'appliquera pas aux augmentations de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, susceptibles d'être réalisées en vertu de la délégation prévue à la 22<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale réunie ce jour ;
  - b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société qui pourront ainsi être émises ne pourra dépasser 600 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devise étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, ce montant pouvant être majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair et étant indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait, conformément à la loi, décidée ou autorisée par le conseil d'administration.

## **VINGT-DEUXIEME RESOLUTION**

### *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et conformément aux dispositions légales et notamment aux articles L.225-129-2 et L. 225-130 du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 22<sup>ème</sup> résolution.

2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentation(s) du capital de la société par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible, sous la forme d'attributions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités. Toutefois, le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
3. décide que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues selon les conditions et modalités prévues par la réglementation en vigueur.
4. décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la présente résolution ne pourra dépasser le montant global des sommes pouvant être incorporées, étant précisé que ce montant s'ajoutera au montant du plafond fixé par la 21ème résolution de l'assemblée générale réunie ce jour.
5. confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et la présente résolution, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation.
6. fixe la durée de validité de la présente délégation à 26 mois à compter de la présente assemblée.

### **VINGT-TROISIEME RESOLUTION**

*Modifications des conditions du remboursement (ratio de remboursement et date de remboursement) des ORNANE de Sequana (obligations remboursables, à l'option de Sequana, en numéraire ou en actions nouvelles et/ou existantes de Sequana)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration :

1. décide de modifier ainsi qu'il suit les conditions du remboursement des 125 000 ORNANE (obligations remboursables, à l'option de Sequana, en numéraire ou en actions nouvelles et/ou existantes) de Sequana de 1 000 euros de valeur nominale chacune (code ISIN : FR0012007276), émises le 30 juillet 2014 en vertu de la délégation de compétence reçue par le conseil d'administration de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 25 juin 2014 en sa 17<sup>ème</sup> résolution :
  - Date de Remboursement des ORNANE : la Date de Remboursement des ORNANE (tel que ce terme est défini dans le contrat d'émission des ORNANE) est avancée du 31 décembre 2020 au 29 juin 2015.
  - Ratio de Remboursement des ORNANE : chaque ORNANE sera remboursée en actions nouvelles de la société de 1 euro de valeur nominale (y compris les actions à remettre correspondant aux intérêts capitalisés), de telle sorte que le nombre d'actions auxquelles donnera droit en remboursement l'ensemble des ORNANE soit de 13 036 670 actions (au lieu de 23 748 750 actions avant modification, le Ratio de Remboursement et le Ratio de Paiement des Intérêts (tels que ces termes sont définis dans le contrat d'émission des ORNANE) cumulés des ORNANE passant de 189,99 à 104,29).
2. prend acte que la présente résolution et les modifications susvisées ne prendront effet que sous réserve de leur approbation par les titulaires d'ORNANE en application des dispositions de l'article L. 228-103 du code de commerce.
3. constate que les autres conditions des ORNANE, telles que fixées par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 25 juin 2014 en sa 17<sup>ème</sup> résolution, le conseil d'administration du 25 juin 2014 et décrites dans la note d'opération émise par la société et ayant reçu le visa de l'Autorité des marchés financiers n°14-335 en date du 27 juin 2014, demeurent inchangées.
4. donne tous pouvoirs au Directeur Général de la société, avec faculté de subdélégation, pour faire exécuter la présente décision, passer toute convention en ce sens, procéder à l'information requise des marchés financiers, effectuer toutes formalités utiles auprès de tout organisme et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

## **VINGT-QUATRIEME RESOLUTION**

### *Modifications des conditions du remboursement (ratio de remboursement et date d'échéance) des ORA de Sequana (obligations remboursables en actions de Sequana)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration :

1. décide de modifier ainsi qu'il suit les conditions du remboursement des 7 000 ORA (obligations remboursables en actions) de Sequana de 1 000 euros de valeur nominale chacune (code ISIN : FR0012007268), émises le 30 juillet 2014 en vertu de la délégation de compétence reçue par le conseil d'administration de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 25 juin 2014 en sa 15<sup>ème</sup> résolution :
  - Date de Remboursement des ORA : la Date de Remboursement des ORA (tel que ce terme est défini dans le contrat d'émission des ORA) est avancée du 31 décembre 2018 au 29 juin 2015.
  - Ratio de Remboursement des ORA : chaque ORA sera remboursée en actions nouvelles de la société de 1 euro de valeur nominale (y compris les actions à remettre correspondant aux intérêts capitalisés) de telle sorte que le nombre d'actions auxquelles donnera droit en remboursement l'ensemble des ORA soit de 1 086 377 actions (au lieu de 1 979 040 actions avant modification, le Ratio de Remboursement et le Ratio de Paiement des Intérêts (tels que ces termes sont définis dans le contrat d'émission des ORA) cumulés des ORA passant de 282,72 à 155,20).
2. prend acte que la présente résolution et les modifications susvisées ne prendront effet que sous réserve de leur approbation par les titulaires d'ORA en application des dispositions de l'article L. 228-103 du code de commerce.
3. constate que les autres conditions des ORA, telles que fixées par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 25 juin 2014 en sa 15<sup>ème</sup> résolution, le conseil d'administration du 25 juin 2014 et décrites dans la note d'opération émise par la société et ayant reçu le visa de l'Autorité des marchés financiers n°14-335 en date du 27 juin 2014, demeurent inchangées.
4. donne tous pouvoirs au Directeur Général de la société, avec faculté de subdélégation, pour faire exécuter la présente décision, passer toute convention en ce sens, procéder à l'information requise des marchés financiers, effectuer toutes formalités utiles auprès de tout organisme et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

## **VINGT-CINQUIEME RESOLUTION**

### *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise conformément aux dispositions du code de commerce et des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément, d'une part, aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du code de commerce, et, d'autre part, à celles des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 25 juin 2014 par le vote de sa 19<sup>ème</sup> résolution.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la société, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 3332-18 et suivants du code du travail permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) au sein du groupe constitué par la société et les entreprises, françaises ou étrangères liées à la société dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce ou entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L. 3344-1 du code du travail.

3. décide de supprimer au profit des bénéficiaires le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions auxquelles donneraient droit les valeurs mobilières émises ainsi qu'aux actions ou valeurs mobilières qui pourraient être attribuées gratuitement par application de la présente résolution.
4. décide de fixer à 2 % du capital social au moment de chaque émission le nombre maximal d'actions de la société qui pourront être émises en vertu de la présente résolution, étant entendu que le nombre d'actions qui seraient émises en vertu de la présente résolution et de la 26<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée générale ou de toute résolution ayant le même objet ne pourra pas dépasser 2 % du capital social.
5. décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ne pourra ni être supérieur à la moyenne des premiers cours cotés des actions de la société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt dernières séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription, ni être inférieur de plus de 20 % (ou de 30 % lorsque la période d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du code du travail est supérieure ou égale à 10 ans) à cette moyenne. Toutefois, l'assemblée générale autorise expressément le conseil d'administration à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, s'il le juge opportun, notamment afin de tenir compte inter alia des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement et en particulier dans les pays de résidence des bénéficiaires.
6. décide, en application de l'article L. 3332-21 du code du travail, que le conseil d'administration pourra prévoir l'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, à émettre ou déjà émises, au titre de tout ou partie de l'abondement et/ou, le cas échéant, en substitution de tout ou partie de la décote prévue à l'alinéa précédent, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pas pour effet de faire dépasser à l'avantage résultant de cette attribution les limites prévues aux articles L. 3332-18 et suivants et L. 3332-11 du code du travail.
7. précise que, lorsque le conseil d'administration procède à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise comme prévu par l'article L. 3332-24 du code du travail, les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant du plafond visé au paragraphe 4 ci-dessus.
8. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation et à l'effet notamment :
  - d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital gratuitement émises ;
  - de fixer le montant des émissions, le prix d'émission ou de cession des titres, les dates et délais de souscription et autres modalités et conditions des émissions, notamment celles relatives à la libération, la délivrance et la jouissance des titres (même rétroactive) ;
  - en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'en fixer la nature et les caractéristiques et de déterminer le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à attribuer aux bénéficiaires, d'arrêter les dates, délais, modalités et conditions de ces attributions et de choisir, soit de substituer totalement ou partiellement lesdites attributions à la décote, soit d'imputer la contre-valeur des actions ou valeurs mobilières attribuées sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités ;
  - de décider que les souscriptions pourront être réalisées par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise ou tout autre structure assimilable ou autorisée par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - d'imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ; et

- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.
9. fixe la durée de la présente délégation à 26 mois à compter du jour de la présente assemblée.

#### **VINGT-SIXIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée à une catégorie de bénéficiaires, les salariés de filiales étrangères du groupe Sequana, soit directement soit en leur qualité d'adhérents à un plan d'épargne groupe, et à l'effet de mettre en place tout mécanisme équivalent*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-2 et L. 225-138 du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale du 25 juin 2014 par le vote de sa 21<sup>ème</sup> résolution et la remplace par la présente délégation.
2. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la société, réservée aux personnes répondant aux caractéristiques des catégories ou de l'une des catégories ci-après définies.
3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions auxquelles donneraient droit les valeurs mobilières émises, et de réserver le droit d'y souscrire à l'une et/ou à l'autre catégorie de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : (i) les salariés et mandataires sociaux des sociétés du groupe Sequana ayant leur siège social hors de France et liées à la société dans les conditions de l'article L.225-180 du code de commerce ou entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L. 3344-1 du code du travail, (ii) les OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale, d'actionnariat salarié investis en titres de la société dont les porteurs de parts ou les actionnaires seront constitués de personnes mentionnées au (i) du présent alinéa, (iii) tout établissement bancaire ou filiale d'un tel établissement intervenant à la demande de la société pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat ou d'épargne au profit des personnes mentionnées au (i) du présent alinéa dans la mesure où le recours à la souscription par la personne autorisée conformément à la présente résolution permettrait aux salariés de filiales localisées à l'étranger de bénéficier de formules d'actionnariat ou d'épargne salariale équivalentes en termes d'avantage économique à celles dont bénéficieraient les autres salariés des sociétés françaises du groupe Sequana.

4. décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ne pourra ni être supérieur à la moyenne des premiers cours cotés des actions de la société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt dernières séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription, ni être inférieur de plus de 20 % à cette moyenne. Toutefois, l'assemblée générale autorise expressément le conseil d'administration à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, s'il le juge opportun, notamment afin de tenir compte inter alia des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux de droit étranger applicables, en particulier dans les pays de résidence des bénéficiaires ou des personnes mentionnées au (i) de l'alinéa précédent.
5. décide de fixer à 2 % du capital social au moment de chaque émission le nombre maximal d'actions de la société qui pourront être émises en vertu de la présente résolution, étant entendu que le nombre d'actions qui seraient émises en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée générale ou de toute résolution ayant le même objet et de la présente résolution ne pourra dépasser 2 % du capital social.
6. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation et à l'effet notamment :
  - d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital gratuitement émises ;
  - de fixer le montant des émissions, le prix d'émission des actions et/ou valeurs mobilières, les dates et délais de souscription et autres modalités et conditions des émissions, notamment celles relatives à la libération, la délivrance et la jouissance des titres (même rétroactive) ;
  - d'imputer tous frais, charges et droits occasionnés par les émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale ordinaire ;
  - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé et à la cotation, ainsi qu'au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.
7. fixe la durée de validité de la présente délégation à 18 mois à compter de la présente assemblée.

#### **VINGT-SEPTIEME RESOLUTION**

*Autorisation au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la société, existantes ou à émettre, aux salariés et dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du groupe*

L'assemblée générale extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce :

1. met fin à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non encore utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 27 juin 2013 par le vote de sa 26<sup>ème</sup> résolution et la remplace par la présente autorisation.

2. autorise le conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois pendant la durée de validité de la présente autorisation, au profit des dirigeants mandataires sociaux et des membres du personnel salarié ou de certaines catégories du personnel salarié de la société et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions déterminées à l'article L. 225-197-2 du code de commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société.
3. décide que le conseil d'administration déterminera les bénéficiaires ainsi que les conditions et le cas échéant, les critères d'attribution des actions.
4. décide que le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation et le nombre total des options de souscription ou d'achat d'actions octroyées par le conseil d'administration en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2013 ou de toute résolution ayant le même objet ne pourra pas excéder 6 % du capital social au jour de la décision d'attribution par le conseil d'administration, compte non tenu des ajustements qui pourraient être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux dispositions contractuelles applicables. Ce nombre sera tel que les dispositions de l'article L. 225-197-1 § I, al. 2 du code de commerce seront respectées.
5. décide que le nombre d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la société en vertu de la présente autorisation, cumulé au nombre d'actions qui pourrait résulter des options de souscription d'actions qui leur auraient été octroyées en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2013 ou de toute autre résolution ayant le même objet, ne pourra représenter plus de 15 % des actions auxquelles donneraient droit l'ensemble des options et attributions gratuites consenties par le conseil d'administration pendant la période de validité de la présente délégation, lesdites attributions aux dirigeants mandataires sociaux de la société devant être subordonnées, pour la totalité des attributions, à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le conseil d'administration déterminera.
6. autorise le conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition telle que définie ci-dessous, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la société, de manière à préserver les droits des bénéficiaires.
7. décide que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive :
  - soit au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, étant entendu que les bénéficiaires devront alors conserver lesdites actions pendant une durée minimale de deux ans à compter de leur attribution définitive;
  - soit, pour tout ou partie des actions attribuées, au terme d'une période d'acquisition minimale de quatre ans, et dans ce cas, sans période de conservation minimale,
 étant entendu que le conseil d'administration aura la faculté de choisir entre ces deux possibilités et de les utiliser alternativement ou concurremment et pourra, en particulier dans le second cas, fixer une période de conservation. En outre, si de nouvelles dispositions législatives sont entrées en vigueur à la date de sa décision, le conseil d'administration aura la faculté de réduire les périodes d'acquisition et/ou de conservation à leur durée minimale prévue par la législation alors en vigueur ainsi que de ne pas fixer de période de conservation.
8. prend acte que si des attributions sont consenties aux dirigeants mandataires sociaux de la société :
  - le conseil d'administration devra fixer les conditions de performance auxquelles l'acquisition des actions attribuées à ces personnes sera soumise ainsi que les conditions de leur conservation,
  - elles ne pourront leur être attribuées que dans les conditions de l'article L.225-197-6 du code de commerce.
9. prend acte que les actions gratuitement attribuées pourront consister en actions existantes ou en actions nouvelles. Dans ce dernier cas, le capital social sera augmenté à due concurrence par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires à la partie des réserves, bénéfices et primes ainsi incorporés.
10. prend acte qu'en cas d'attribution d'actions à émettre, la présente autorisation emporte renonciation des actionnaires à leur droit sur les réserves, bénéfices ou primes qui seront incorporées au capital pour libérer les actions émises.

11. décide de conférer au conseil d'administration, dans les limites fixées ci-dessus ainsi que celles résultant des dispositions statutaires, avec faculté de subdélégation, les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment pour :
- fixer les durées des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation, dans les limites ci-dessus visées, étant précisé que le conseil d'administration pourra décider, en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant aux classements prévus par la loi, l'attribution définitive des actions au bénéficiaire avant l'expiration de la période d'acquisition, les actions acquises étant alors librement cessibles ;
  - fixer, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du code de commerce, les conditions particulières de conservation des actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux ;
  - prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements ;
  - en cas d'attribution d'actions à émettre, imputer les sommes nécessaires à la libération, le moment venu, des actions nouvelles sur les réserves, bénéfices et primes de son choix et constituer la réserve indisponible correspondante ;
  - constater toute augmentation de capital réalisée en exécution de la présente autorisation et modifier les statuts en conséquence et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.
12. fixe la durée de validité de la présente autorisation à 38 mois à compter de la présente assemblée.

**VINGT-HUITIEME RESOLUTION**  
*Pouvoirs pour l'exécution des formalités*

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.

# SEQUANA

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE € 51 060 304  
SIEGE SOCIAL : 8 RUE DE SEINE, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
383 491 446 RCS NANTERRE

## Assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des 9 et 23 juin 2015

### DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 du code de commerce, tout actionnaire peut, à compter de la convocation de l'assemblée et jusqu'au cinquième jour avant la réunion, demander à la société de lui envoyer les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 dudit code.

Si vous souhaitez recevoir ces documents, vous voudrez bien nous retourner la formule ci-dessous.

En vertu de l'alinéa 3 de l'article R. 225-88 du code de commerce, les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 dudit code à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

#### Formule à adresser à :

|                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES</b><br>Service CTS Emetteurs- Service Assemblées Générales<br>Grands Moulins de Pantin<br>9, rue du Débarcadère<br>93761 PANTIN CEDEX |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Les informations relatives à Sequana et à la tenue de cette assemblée générale des actionnaires figurent également dans le document de référence 2014 déposé sous le n° D.15-0462 le 30 avril 2015 auprès de l'Autorité des marchés financiers. Ce document de référence ainsi que l'avis de réunion et le présent avis de convocation peuvent être consultés et téléchargés sur le site Internet de la société [www.sequana.com](http://www.sequana.com)

✂-----

M., Mme ou Mlle \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Propriétaire de \_\_\_\_\_ actions SEQUANA

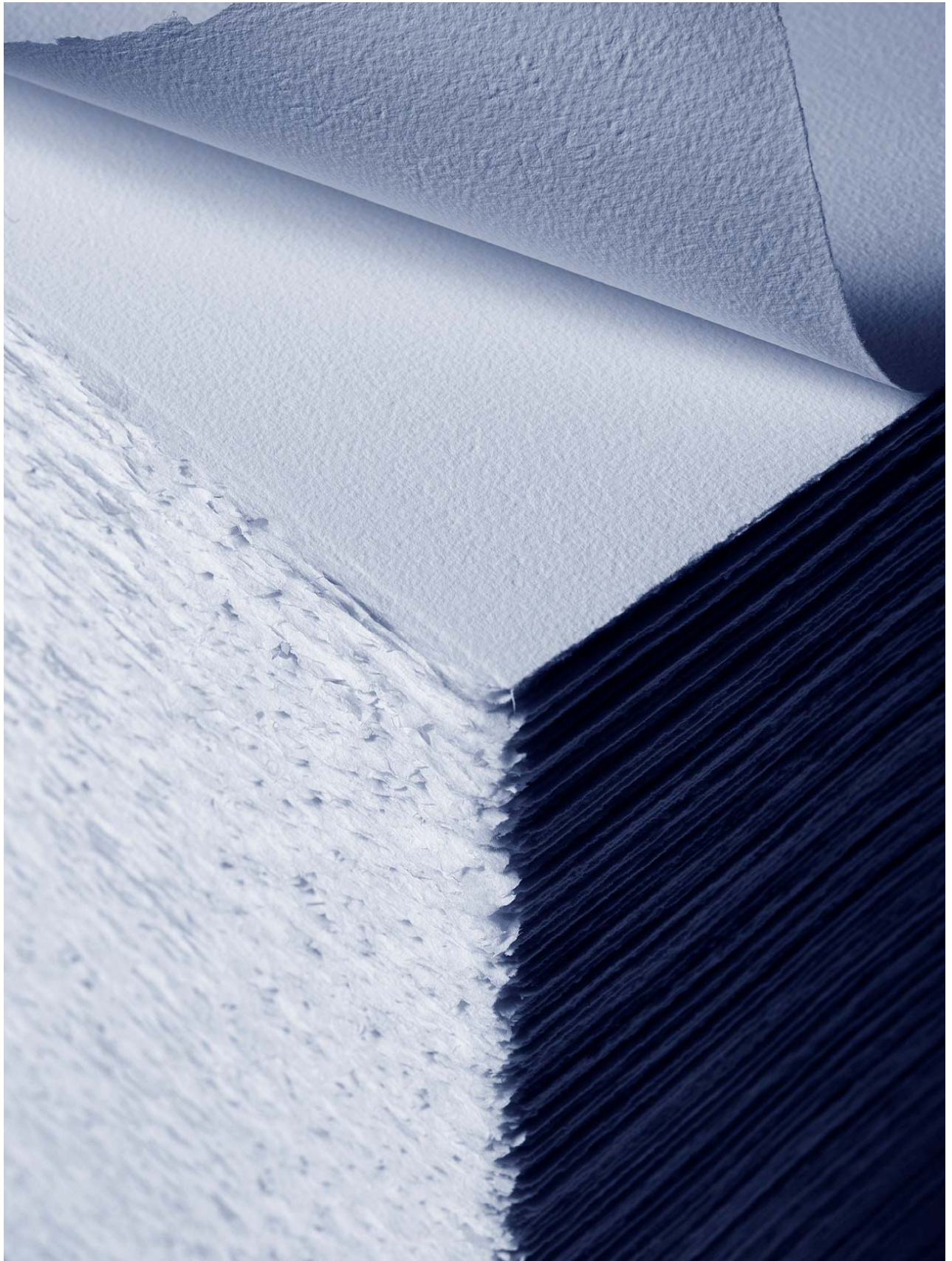
demande l'envoi à l'adresse ci-dessus des documents ou renseignements visés par l'article R. 225-83 du code de commerce.

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 2015

Signature







# SEQUANA

8 rue de Seine  
92517 Boulogne Billancourt Cedex  
(France)

Tel. : + 33 (0)1 58 04 22 00  
Fax : + 33 (0)1 58 04 22 22  
E-mail : [contact@sequana.com](mailto:contact@sequana.com)

[www.sequana.com](http://www.sequana.com)